


LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Turquie : du coup d'État au contre-coup d'État

- 
- **Lutte ouvrière dans la campagne présidentielle**
 - **Le Brexit et la danse des démagogues**
 - **États-Unis : la lutte pour un parti ouvrier**
 - **La Côte d'Ivoire des riches et celle des travailleurs**
 - **Haïti : le réveil de la combativité ouvrière**



Au sommaire de ce numéro

Lutte ouvrière dans la campagne présidentielle	1
Turquie : de la tentative de coup d'État au contre-coup d'État d'Erdogan	6
Grande-Bretagne : le référendum sur l'UE, le Brexit et la danse des démagogues	15
États-Unis : la classe ouvrière a besoin de son propre parti	22
La construction d'un parti ouvrier aux États-Unis : histoire d'un long combat	24
Leur Côte d'Ivoire à eux, les riches, n'est pas la même que celle des travailleurs	34
Haïti : débat sur le financement des élections sur fond d'éveil de la combativité ouvrière	37

Abonnements

Pour un an

- France, Outre-mer 15 €
- Outre-mer, par avion 17 €
- Union européenne de l'ouest et Suisse 21 €
- Amérique du Nord, Proche et Moyen-Orient, Asie 22 €
- Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie 24 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 24 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 - BIB PSSTFRPPPAR

Correspondance

Lutte ouvrière BP 233 -
75865 Paris Cedex 18

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union

communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail :

contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Lutte ouvrière dans la campagne présidentielle

Lutte ouvrière présentera à l'élection présidentielle d'avril-mai 2017 la candidature de Nathalie Arthaud.

Depuis 1974, notre organisation est présente dans toutes les élections présidentielles. De 1974 à 2007, Lutte ouvrière était représentée par Arlette Laguiller, et en 2012 par Nathalie Arthaud.

Le contexte politique a connu bien des changements depuis notre première candidature. Les conditions légales pour être présent à l'élection présidentielle ont été également modifiées, et pas dans le bon sens.

Si, en 1974, il suffisait pour pouvoir se présenter d'avoir le parrainage de 100 élus, la loi en exige aujourd'hui 500. Diverses autres modifications concernant la procédure de parrainage, adoptées en avril dernier, ont toutes pour objectif de rendre les candidatures des courants minoritaires plus difficiles. À cela s'ajoutent les pressions des appareils des grands partis sur les élus pour les décourager de signer pour des candidats minoritaires.

Grâce au sens démocratique d'élus, pour ainsi dire exclusivement des maires de petites communes, et grâce à leur courage pour résister aux pressions, nous avons pu jusqu'à présent surmonter ces obstacles. Nous avons bon espoir qu'il en sera ainsi pour la prochaine élection présidentielle.

En nous présentant systématiquement, nous respectons une tradition solidement établie dans le mouvement communiste révolutionnaire. Tradition qui nous sépare d'autres courants révolutionnaires, anarchistes ou ultragauches, qui rejettent la participation aux élections.

Tout en combattant dans la classe ouvrière « *les préjugés démocratiques bourgeois et parlementaires* » – à plus forte raison, l'électoratisme –, Lénine résumait cette tradition dans une formule lapidaire : « *La participation aux élections parlementaires et aux luttes parlementaires est obligatoire pour le parti du prolétariat révolutionnaire.* »

Dans les périodes révolutionnaires, où la mobilisation fait surgir des organisations démocratiques de classe, comme les conseils ouvriers, la participation aux élections de la bourgeoisie devient une question tactique : présence ou boycott (voir l'attitude de Lénine par rapport aux élections pour la Douma pendant les différentes phases de la révolution de 1905). Mais en dehors de ces périodes exceptionnelles, les campagnes électorales font partie des combats politiques qu'une organisation communiste révolution-

naire se doit de mener. Elles lui offrent l'occasion de défendre devant un public plus large que d'ordinaire son programme et des positions correspondant aux intérêts politiques de la classe ouvrière. Elles l'amènent à affronter les différents partis de la bourgeoisie sur ce terrain. C'est aussi un moyen de vérifier l'écho que ces positions trouvent dans l'électorat ouvrier et plus largement dans les classes populaires. Les élections sont un thermomètre, disait Lénine en son temps.

Elles ne sont cependant pas un instrument de mesure passif. Elles donnent à l'électorat la possibilité d'exprimer un choix. En comparaison avec d'autres élections en France, l'élection présidentielle a l'avantage de permettre cela à l'échelle de l'ensemble du pays.

Nous ne discuterons pas ici de la valeur toute relative de cette indication-là. Toute une partie de la classe ouvrière, les travailleurs étrangers, n'ont pas le droit de vote, et cela suffit pour que le reflet électoral de l'état d'esprit, du niveau de conscience politique des exploités soit largement déformé.

Bien sûr, chaque élection présidentielle ayant eu lieu dans un contexte politique concret, nos axes électoraux,

notre argumentation étaient liés à ces circonstances. Nous sommes cependant intervenus dans toutes les élections en tant que communistes révolutionnaires et pour défendre une politique de classe.

En 1974, vu l'état d'arriération politique de la France, ce qui a surtout marqué dans notre première participation est qu'Arlette Laguiller était la première femme et la première travailleuse candidate à une élection présidentielle. Qu'une femme se présente dans cette « République d'hommes », comme disait alors Arlette Laguiller, était inédit.

Notre camarade n'avait pas même besoin de reprendre le langage des féministes bourgeois. Sa simple présence était la démonstration de la différence entre un courant communiste et le personnel politique de la bourgeoisie qui, outre le fait de défendre un système social basé sur l'exploitation, affichait sa misogynie comme bien d'autres saletés réactionnaires.

LE CARACTÈRE DE CLASSE DE NOTRE PRÉSENCE

Nous avons toujours refusé de noyer le caractère de classe de notre candidature dans un magma de revendications et d'objectifs divers émanant de diverses catégories d'opprimés, même lorsque ces objectifs et ces revendications étaient tout à fait légitimes.

Nous avons eu cette discussion dans le passé, notamment avec des courants qui, comme nous, se revendiquaient du trotskysme à l'époque et qui mettaient en avant les préoccupations, les revendications de différentes catégories, tantôt les prisonniers et leurs conditions de détention, tantôt la situation des minorités sexuelles persécutées, tantôt la solidarité avec tel peuple opprimé. Tout en partageant la solidarité avec un



Affiche de précampagne d'Arlette Laguiller, en décembre 2006.

grand nombre de ces combats, nous ne voulions pas que l'exploitation de la classe ouvrière n'apparaisse que comme une de ces causes parmi d'autres.

Pour une raison fondamentale: nous ne voulions pas nous poser en représentant d'aucune de ces catégories opprimées spécifiques, mais en représentant de la conscience de la classe ouvrière. L'avenir de la société et toutes les formes d'oppression qui en découlent dépendent en dernier ressort de la capacité du prolétariat de renouer avec sa perspective historique, qui est le renversement de l'ordre capitaliste.

Un parti ouvrier communiste révolutionnaire prendrait en charge la plupart de ces combats en les intégrant, lorsque cela serait possible, dans le combat fondamental du prolétariat pour son émancipation. Il n'y aurait alors ni ambiguïté ni subordination à des courants qui, tout en combattant sur le terrain de ces oppressions, s'intègrent dans la société capitaliste.

Nous n'en sommes pas là. Pour une organisation qui n'est pas encore sérieusement implantée dans la classe ouvrière, avec ce que cela implique de crédit et d'influence politique,

il est vital de rester sur le terrain de classe si elle veut gagner du crédit sur cette base.

À bien plus forte raison, il ne faut pas que le choix du « camp des travailleurs » soit sacrifié à l'alignement derrière des hommes politiques de la bourgeoisie, fussent-ils à la gauche de la gauche.

La fidélité aux idées de lutte de classe, la volonté de « faire entendre le camp des travailleurs », qui ont caractérisé toutes nos campagnes électorales à l'élection présidentielle, ont permis que s'affirme au fil des ans un courant politique qui se retrouve dans cette idée. Il se reflète de manière variable dans nos résultats électoraux. Suivant le contexte du moment, une partie de ceux qui ont voté pour notre candidate a voté pour d'autres raisons que cet axe fondamental de nos interventions électorales. Mais, par moments hétérogène et de toute façon minoritaire, ce courant existe et s'affirme.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2017

La prochaine élection présidentielle a en commun avec les précédentes de voir s'affronter

des hommes politiques dont l'ambition est de gouverner le pays dans le cadre de la société capitaliste, c'est-à-dire pour le compte de la bourgeoisie. Elle a aussi en commun avec toutes les élections antérieures dans le cadre de la V^e République que les diverses opinions susceptibles de s'exprimer au premier tour sont élaguées, filtrées, canalisées, pour aboutir à un deuxième tour où sera choisi celui qui opprimer le peuple pour le compte de la bourgeoisie.

Ce qui a cependant changé au fil du temps, et surtout au fil des années passées au gouvernement par les partis de gauche, c'est leur déconsidération aux yeux de l'électorat populaire, dont les votes leur ont permis d'accéder à la présidence de la République ou au gouvernement, avec Mitterrand, Jospin et enfin Hollande.

Cette gauche institutionnelle qui, au gouvernement, a toujours servi la grande bourgeoisie, mais dont l'électorat se recrutait pour l'essentiel parmi les salariés, est aujourd'hui déconsidérée et rejetée par une partie de ses électeurs. Le fait que le président sortant non seulement n'ait aucune chance d'être reconduit mais qu'il n'arrive dans les sondages qu'en quatrième position n'est qu'un pâle reflet du dégoût, voire de la haine que le pouvoir socialiste inspire même dans ce qui fut une partie de son électorat traditionnel.

Les illusions suscitées par Mitterrand avant son élection en 1981, après de longues années de pouvoir de la droite, n'ont rien de comparable avec le rejet de Hollande après cinq ans de présidence. La différence n'est pas dans les personnalités respectives des hommes, et encore moins dans la nature de classe de leur politique.

La différence est, en revanche, importante entre les soutiens et les agents électoraux respectifs des deux hommes parmi les travailleurs.

Mitterrand avait été élu pour une large part grâce à l'électorat ouvrier. À cette époque, le PCF était encore puissant, avec de nombreux militants dans la classe ouvrière. Ils s'étaient faits les rabatteurs de voix pour cet homme politique de la bourgeoisie parmi les plus usés de la IV^e République.

Après cinq ans de pouvoir marqués par sa politique anti-ouvrière, Hollande n'a plus cette capacité de semer des illusions dans les classes populaires. Même en 2012, son élection était surtout due au rejet de Sarkozy.

Et Hollande ne peut plus compter sur le PCF pour lui fournir des agents électoraux parmi les travailleurs. Le PCF lui-même a perdu du crédit dans la classe ouvrière, précisément en raison de sa subordination à Mitterrand et à sa politique. Sa capacité d'influencer l'électorat ouvrier n'a plus grand-chose à voir avec celle qu'il avait alors.

Après avoir contribué à l'élection de Hollande, le PCF l'a ménagé pendant la première partie de sa présidence, par l'intermédiaire de ses militants présents dans la CGT. Il a fini par s'en démarquer pour se placer dans une semi-opposition.

Aujourd'hui, ce n'est cependant pas la stratégie électorale du PCF qui a changé, mais

ses moyens pour la mettre en œuvre. La direction du PCF avait usé à l'époque de toute son influence dans la classe ouvrière pour faire élire Mitterrand, en combattant avec hargne tous ceux qui dénonçaient alors le passé politique de ce dernier. Elle n'a plus les mêmes possibilités aujourd'hui. À une politique aux conséquences catastrophiques pour la classe ouvrière a succédé le spectacle dérisoire d'un PCF à la recherche d'un candidat qui voudrait bien de lui comme marchepied.

UNE ÉVOLUTION GÉNÉRALE VERS LA DROITE

La débandade électorale annoncée de Hollande et le discrédit du PS se produisent cependant dans le contexte d'une évolution vers la droite. L'électorat populaire est déboussolé, sans repère. Au mieux, il se détourne de la politique et, aux élections, se réfugie dans l'abstention. Au pire, il regarde vers Marine Le Pen car « on ne l'a encore jamais essayée ». C'est une façon de rejeter les partis de l'alternance « qu'on n'a que trop essayés ». Cette évolution compromet de plus en plus l'alternance droite-gauche, qui est depuis un demi-siècle l'essence de la démocratie parlementaire bourgeoise en France.



Dans le Macron, tout est bon pour les patrons ! Ici avec Gattaz, à l'université d'été du Medef, le 27 août 2015.

C'est cette alternance moribonde qu'essaient de ressusciter tous les grands partis de la bourgeoisie et leurs candidats. Ceux de la droite, pour prendre la place d'une gauche rejetée. Ceux de la gauche, au-delà des dissensions internes entre concurrents plus ou moins compromis par les années Hollande, pour tenter de survivre. Leur seul argument électoral est qu'avec la droite, ce sera pire.

Le Front national a été jusqu'à présent exclu de l'alternance droite-gauche au niveau gouvernemental. Cette exclusion, venant en l'occurrence de la droite traditionnelle, a des raisons qui tiennent à l'histoire politique de la France. Dans un certain nombre de pays européens, des partis d'extrême droite du même type que le FN ont été ou sont encore associés au pouvoir gouvernemental, en alliance avec la droite classique, voire avec le PS comme il arrive de temps en temps en Autriche, par exemple.

En France, de cet ostracisme dont il est victime de la part des autres partis de la bourgeoisie, le FN a su forger un argument électoral. Son rejet de l'alternance droite-gauche est devenu une qualité aux yeux d'une partie croissante de l'électorat précisément parce qu'elle-même rejette les partis de l'alternance.

Il faut remarquer qu'à sa façon, un Macron, bien qu'il soit un pur produit du système, essaie de s'appuyer sur la même évolution de l'électorat. Bien que leurs cheminements respectifs soient différents, l'ambition politique du jeune banquier ressemble à celle de l'amuseur public Beppe Grillo, en Italie, au moins en ceci que les deux prennent leurs distances avec l'opposition droite-gauche.

En réalité, tout en se présentant comme un parti anti-système, le FN fait à la bour-

geoisie une offre politique susceptible de remplacer l'alternance traditionnelle. À l'opposition gauche-droite, se substitue au fil des élections celle entre d'une part les anciens partis de l'alternance, gauche et droite confondues, et d'autre part le FN.

Les élections ne peuvent servir de soupape de sécurité qu'en offrant aux mécontents de la politique gouvernementale l'illusion qu'ils peuvent en changer en votant pour ceux qui sont dans l'opposition.

Tant qu'il reste un parti d'extrême droite jouant le jeu parlementaire, le FN peut se révéler en sauveur du parlementarisme bourgeois. Cette nouvelle alternance qui se dessine d'élection en election, et s'est concrétisée en particulier lors des élections régionales de 2015, se produit cependant sur fond d'évolution réactionnaire et reflète un glissement de plus en plus à droite de la vie politique dans le pays.

Pour la bourgeoisie, le front républicain de fait qui s'est opposé au FN lors du deuxième tour des élections régionales de décembre dernier impliquait la subordination des partis de gauche à la droite. Le Parti socialiste comme le Parti communiste ont apporté leur contribution à ce que, à la rivalité entre la gauche et la droite, se substitue la rivalité entre la droite et l'extrême droite.

Si Juppé sort victorieux de la primaire de la droite et si le deuxième tour de l'élection présidentielle l'oppose à Marine Le Pen, il n'est pas difficile de prévoir le choix d'une grande partie de la gauche réformatrice, PCF compris. Qu'on se souvienne du vote Chirac en 2002!

Alors même que ni la droite ni la gauche n'ont encore désigné leur candidat, on sait déjà autour de quel axe se déroulera leur campagne électorale. Le quotidien de droite *Le Figaro* a titré récemment: «*Le*

terrorisme au cœur de la bataille droite-gauche». Au temps de l'alternance triomphante, les deux blocs cherchaient à se distinguer l'un de l'autre, au moins dans les mots, chacun allant dans le sens des préoccupations du gros de son propre électorat, tout en se préparant à gouverner, l'un comme l'autre, pour le compte du grand patronat et des financiers. Même ces subtiles distinctions passent maintenant au second plan. Les vedettes de la droite comme celles de la gauche nourrissent cette immense supercherie qui consiste à réduire les problèmes d'une société de 65 millions d'individus à la «menace terroriste».

Ce faisant, elles se retrouvent sur le même terrain que le FN. Celui-ci peut se vanter non seulement d'avoir imposé aux grands partis ses thèmes électoraux, mais aussi de les avoir entraînés dans la même démagogie nauséabonde, xénophobe, chauvine, anti-immigrés qui pourrait toute la vie sociale.

À en juger par sa dernière prestation à la salle Wagram, le 8 septembre dernier, Hollande tente de rebondir en se posant en défenseur de la démocratie et de la République face au terrorisme, en gommant de son discours tout ce qui est social et même sociétal. Le fait-il dans l'espoir que sa cote remonte au point de l'inciter à se présenter sans encourir le risque de se ridiculiser? Le fait-il pour préserver un avenir au PS et tenter d'empêcher qu'il soit déchiré par une multitude de rivalités?

Tel est le contexte politique dans lequel se situent les prochaines élections.

FAIRE ENTENDRE LE CAMP DES TRAVAILLEURS

Nous nous présenterons comme dans le passé au nom des intérêts politiques à court et à long terme de la classe

ouvrière. Et le premier de ces intérêts politiques est précisément de s'affirmer comme une classe sociale aux intérêts politiques opposés à ceux de la bourgeoisie. Ce qui implique de s'opposer à tous les candidats déjà en lice ou à venir qui se placent sur le terrain de la société capitaliste, quelle que soit l'étiquette politique, gauche, droite ou extrême droite, qu'ils arborent pour attirer leur électeur. Mais cela implique tout autant de s'opposer à tous ceux qui prétendent ressusciter la gauche.

Dans une préface à l'édition américaine de *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, écrite en 1887, Engels décrit ainsi l'évolution de la conscience de la classe ouvrière, évolution à laquelle il a tant participé au côté de Marx: «*Dans les pays européens, il a fallu à la classe des travailleurs des années et encore des années pour comprendre pleinement qu'elle forme une classe distincte et, dans les conditions existantes, une classe permanente de la société moderne.*

Et il lui a fallu de nouvelles années encore pour que cette conscience de classe l'amènât à se former en un parti politique distinct, indépendant et ennemi de tous les anciens partis politiques formés par les fractions diverses de la classe dominante.»

Ce texte, qui résumait les progrès accomplis à l'époque grâce à des décennies de luttes, de combats politiques, de tâtonnements et de progrès de la conscience de classe, apparaît aujourd'hui comme une indication du chemin à prendre. Ce constat rappelle les conséquences catastrophiques sur le mouvement ouvrier de la faillite et de la trahison de la social-démocratie d'abord, de la dégénérescence stalinienne ensuite. La «*crise de la direction révolutionnaire*» dont parlait



**Nathalie Arthaud
et Arlette Laguiller
manifestant contre la loi travail,
le 5 juillet 2016.**

Trotsky en 1938 n'a toujours pas été résolue.

Mais, malgré le travail de démolition de la social-démocratie et du stalinisme sur la conscience de la classe ouvrière, l'histoire ne repart pas complètement de zéro.

L'évolution du capitalisme n'a pas supprimé l'opposition entre la classe capitaliste et la classe ouvrière. Au contraire, elle l'a exacerbée. Pas seulement dans le domaine économique, où la contradiction est plus flagrante que jamais dans le passé entre les possibilités de la société de dominer sa vie économique et son incapacité à le faire. Tous les autres domaines de la vie sociale montrent des signes de pourriture, de recul vers la barbarie.

Voilà pourquoi il est essentiel pour l'avenir de la société que les idées surgies de l'expérience

des combats passés de la classe ouvrière ne disparaissent pas et s'affirment.

L'existence d'un courant qui préserve cet héritage est précieuse pour l'avenir. Aussi minoritaire qu'il soit, surtout mesuré avec un instrument aussi peu fiable que sont les élections, il n'en représente pas moins les espoirs des milliers de femmes et d'hommes qui partagent les idées d'émancipation sociale, de rejet de la société capitaliste d'aujourd'hui, et qui tiennent à affirmer qu'ils appartiennent au «*camp des travailleurs*». Ils participent, ne serait-ce que passivement, à la transmission de la tradition communiste révolutionnaire et à sa permanence dans la vie sociale et politique, à contre-courant de l'évolution réactionnaire de celle-ci.

Nul ne peut prédire aujourd'hui par quelle voie se reconstruira un véritable parti communiste révolutionnaire, capable de regagner à ces idées une partie significative des masses ouvrières. La seule certitude est que cette histoire encore à écrire ne sera pas purement électorale. Elle passera par des luttes à travers lesquelles la classe ouvrière retrouvera confiance en elle-même et en sa capacité à se mobiliser pour défendre ses intérêts de classe. Les forces nécessaires à la construction d'un parti communiste révolutionnaire surgiront de la classe ouvrière elle-même. C'est seulement alors, en intervenant dans la vie politique sur la base de ses intérêts de classe, que la classe ouvrière renouera avec sa perspective historique: détruire l'organisation capitaliste de la société au profit d'une société sans classes et sans exploitation.

15 septembre 2016



Turquie: de la tentative de coup d'État au contre-coup d'État d'Erdogan

Tentative manquée de coup d'État militaire, vague d'épuration des institutions, attentats attribués à l'organisation État islamique, réchauffement des relations avec la Russie et l'Iran, intervention armée en Syrie : au cours de cet été 2016, les événements se sont précipités en Turquie. Pour tenter de sortir des contradictions auxquelles sa propre politique l'a conduit, le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan poursuit une fuite en avant dont on ne sait où elle le mène, mais dont les populations turque et kurde font les frais.



La longue période de stabilité inaugurée en 2002 par l'arrivée au pouvoir d'Erdogan et de son parti AKP, dit islamiste modéré, est révolue, non pas depuis la tentative de coup d'État de ce 15 juillet, mais depuis plus de trois ans. C'est en effet en 2012-2013 que la fracture est apparue, au sein de l'AKP, entre les partisans d'Erdogan et ceux de l'imam Fethullah Gülen, aujourd'hui accusé d'avoir été l'instigateur du coup d'État. C'est aussi en 2013 que se sont produits les affrontements du

parc Gezi, premières manifestations de masse contre le gouvernement de l'AKP.

L'ISLAMISME POLITIQUE ET LA CONSTITUTION DE L'AKP

Le parti AKP (Adalet ve Kalkınma Partisi – Parti de la justice et du développement), installé au pouvoir depuis 2002, est lui-même issu de la confluence de différents courants de l'islamisme politique, structuré en Turquie autour d'un certain

nombre de confréries. Plus que des courants de pensée, celles-ci sont des groupes d'intérêts dans lesquels on trouve de riches bourgeois et une clientèle dont ils s'assurent la fidélité en lui distribuant un certain nombre d'avantages.

L'AKP s'insérait aussi dans la lignée des partis bourgeois qui, depuis plus d'un demi-siècle, ont cherché à trouver leur place dans le système politique hérité de la révolution nationaliste conduite après la Première Guerre mondiale par Mustafa Kemal. Après l'étatisme des premières années du régime, les aspirations d'une bourgeoisie capitaliste souhaitant se développer sans entraves se sont exprimées successivement dans le Parti démocrate de Menderes au cours des années 1950, dans le Parti de la justice de Suleyman Demirel dans les années 1970, le Parti de la juste voie DYP du même Demirel et le parti ANAP de Turgut Özal dans les années 1980 et 1990. Outre le fait d'avoir eu une vie brève, les points communs de ces partis ont été leurs divisions, leurs difficultés à s'affirmer face à l'idéologie kémaliste officielle incarnée soit par

les militaires, soit par le parti CHP (Cumhuriyet Halk Partisi – Parti républicain du peuple), héritier du parti unique fondé par Mustafa Kemal, qui se présente aujourd'hui comme social-démocrate.

En marge de ces partis acceptant en principe la laïcité de l'État turc, le courant islamiste ne s'affirma que progressivement, à partir des années 1970, d'abord sous la forme du courant Milli görüş (La voie nationale religieuse). Impulsé par Necmettin Erbakan, il donna naissance au MSP (Milli Selamet Partisi – Parti du salut national) puis, après son interdiction, au Parti de la prospérité (Refah Partisi – RP). Erbakan devint Premier ministre en 1996, mais fut écarté de ce poste en 1997 sous la pression directe de l'armée. Les islamistes ne purent revenir au pouvoir qu'aux élections de novembre 2002, sous la forme du nouveau parti AKP, dont le succès électoral fut surtout dû au profond discrédit des autres partis, et en particulier du parti DSP dit social-démocrate de gauche de Bülent Ecevit qui, à la tête du gouvernement, avait affronté une grave crise financière.

Si le dirigeant de l'AKP, Erdogan, était issu de l'ancien parti islamiste d'Erbakan, il en représentait l'aile la plus modérée et, d'une certaine façon, le groupe des « jeunes loups » bien décidés à aller aux affaires. Le soutien des confréries lui était acquis, en particulier celui de la confrérie dirigée par Fethullah Gülen. Celui-ci, exilé aux États-Unis depuis 1999 par crainte d'une arrestation par les militaires kémalistes, était aussi partisan d'une politique clairement proaméricaine. Conformément à leur politique traditionnelle, les dirigeants américains étaient favorables à l'installation d'un gouvernement islamiste en Turquie, voyant là la garantie d'une sta-

bilité politique, dans ce pays d'une importance primordiale pour leur diplomatie dans la région, en particulier après la défection de leur allié iranien. Ils n'allaient d'ailleurs pas ménager leur soutien économique et financier à la Turquie.

C'est ainsi que l'AKP bénéficia pendant des années d'une conjoncture favorable. Les années 2000 furent celles où la Turquie trouva sa place aux côtés d'autres puissances émergentes plus puissantes comme la Chine, le Brésil ou l'Inde, en s'insérant dans le courant dit de mondialisation de l'économie. Les capitalistes européens, américains ou japonais étaient à la recherche de pays où investir pour étendre leurs activités et la Turquie, tout comme ces autres pays, fut considérée comme un pays sûr, au gouvernement stable et garantissant l'ordre social, à la main-d'œuvre qualifiée et disciplinée.

Ainsi, de 2002 à 2012, le produit intérieur brut par habitant doubla. Et si les premiers bénéficiaires en furent les capitalistes, une grande partie de la population profita au moins un peu de cette période de prospérité. Cela explique largement

les succès électoraux successifs d'Erdogan et de l'AKP, qui apparaissaient et continuent encore d'apparaître comme ceux qui au gouvernement ont enfin permis à une grande partie de la population pauvre d'améliorer son sort.

LA GUERRE GÜLEN – ERDOGAN

Cependant, derrière la vitrine de la prospérité, une guerre larvée se déroulait dans les institutions, qui allait finir par éclater au grand jour. Le boom économique profitait à toute une classe de nouveaux capitalistes, désignés comme les capitalistes anatoliens, nés de la bourgeoisie enrichie du cœur de la Turquie, traditionaliste, souvent liée à l'une des confréries musulmanes et constituant une des bases sociales de l'AKP. En particulier, la secte de Gülen, derrière le paravent de son mouvement Hizmet (le Service), gagna en richesse et en influence. Appuyée sur le réseau des écoles İmam Hatip et sur ses écoles du soir (Dershane), elle devint un canal d'ascension sociale et put placer ses hommes dans les rouages de l'appareil d'État. Ce



Erdogan et Gülen.

fut le cas dans la police, dans la justice, et aussi dans l'armée à la faveur de la mise à l'écart de l'ancien personnel de tradition kémaliste. Mais ce fut aussi le cas dans les grandes entreprises privées, dans le système hospitalier et dans les universités, le contrôle d'une partie du système éducatif par la secte Gülen l'aidant à placer ses hommes par favoritisme. C'est un fait connu qu'un étudiant issu des écoles Gülen qui se présentait dans une université Gülen était assuré de connaître d'avance les sujets d'examen et de bénéficier ensuite d'une ascension rapide.

Or l'extension des réseaux d'influence de Gülen le mettait en concurrence avec les milieux liés plus directement à Erdogan, ne serait-ce que pour l'attribution des postes, des marchés, des participations dans telle ou telle entreprise, et les conflits ne pouvaient manquer de devenir plus aigus lorsque la fin de la période d'expansion commença à diminuer les profits à se partager. L'affrontement devint ouvert à partir du 7 février 2012, lorsque des écoutes téléphoniques rendues publiques firent éclater un scandale de corruption touchant la famille d'Erdogan lui-même. Celui-ci riposta en démentant les faits et en accusant les policiers et les juges liés à la confrérie Gülen d'avoir procédé à ces écoutes de façon illégale, dans le but de déstabiliser le gouvernement. Après les juges, des centaines de policiers furent accusés de s'être prêtés au jeu. Suspects d'appartenir au mouvement Gülen, ils furent arrêtés ou révoqués. Ce n'était que le début d'une grande vague de purges.

La lutte entre les deux courants, partisans de Gülen et partisans d'Erdogan, n'allait plus cesser au sein des institutions, souvent de façon feutrée et parfois sous forme d'une crise ouverte débouchant sur des arrestations ou des révocations.

LA FIN D'UNE PÉRIODE FASTE

L'affrontement allait être encore aiguisé par les nouvelles difficultés du gouvernement Erdogan. Si la crise mondiale ouverte en 2008 mit du temps à toucher l'économie turque elle-même, elle finit tout de même par le faire, marquant la fin de la période exceptionnelle de prospérité qui avait été la grande chance de l'AKP. Et en 2011, les conséquences de la crise syrienne commencèrent à s'y ajouter.

Dans la période de prospérité, le capitalisme turc avait de plus en plus joué le rôle de relais pour les multinationales européennes, américaines ou japonaises désireuses de se placer sur les marchés de l'Asie centrale, du Moyen-Orient, du Maghreb et même de l'Afrique plus lointaine. Les groupes capitalistes turcs, souvent dans le cadre d'une association avec des groupes tels que Ford, Toyota, Fiat ou Renault, avaient pu développer leurs exportations vers toutes ces régions. Les groupes turcs du bâtiment, des travaux publics, de l'agroalimentaire, avaient eux aussi conquis des marchés, notamment dans les pays arabes les plus proches tels que la Syrie. Gagnés par l'euphorie, Erdogan et les dirigeants de l'AKP parlaient même d'une sorte de renaissance de l'Empire ottoman, la Turquie conquérant de nouveau ses voisins, non par la force des armes, mais par la force d'attraction de son économie. On parla de néo-ottomanisme et d'une politique du « zéro problème avec les voisins » fondée sur la coopération pacifique avec ceux-ci pour se partager les produits de la croissance économique. Le dictateur syrien Bachar al-Assad devint même dans les discours d'Erdogan un frère auquel vouer une amitié indéfectible.

DU « ZÉRO PROBLÈME » AUX PROBLÈMES AVEC TOUT LE MONDE

Le « printemps arabe » du début 2011 mit fin à cette belle histoire. Lorsque la contestation du régime d'Assad déboucha sur la guerre civile syrienne, Erdogan s'érigea rapidement en protecteur des opposants, leur permettant de s'abriter, de s'entraîner, de se soigner et de s'équiper en territoire turc avant de passer la frontière pour combattre le régime du « frère » Assad. Le poids des organisations dites djihadistes telles que l'État islamique ou al-Qaïda, bénéficiant de financements venus d'Arabie saoudite et des Émirats, devint d'autant plus important qu'elles bénéficièrent d'un traitement de faveur de la part du gouvernement dit islamiste modéré d'Erdogan, ainsi que de nombreuses complicités au sein de sa police et de ses services secrets. Le néo-ottomanisme pacifique se muait en intervention active, par groupes armés interposés, pour tenter de renverser le régime d'Assad au profit d'un régime islamiste ami de la Turquie et des puissances du Golfe.

Cette politique fut favorisée aussi par les États-Unis et par les autres puissances occidentales jusqu'en 2014. C'est alors que l'extension des territoires conquis par l'État islamique en Irak, puis en Syrie, leur fit prendre conscience que Bagdad et Damas risquaient de voir s'instaurer des gouvernements au moins aussi incontrôlables que les talibans l'avaient été en Afghanistan. Mais lorsque les États-Unis prièrent leurs alliés de la région de cesser ce jeu dangereux et constituèrent une coalition internationale destinée à combattre l'État islamique, la Turquie et ses alliés du Golfe se firent quelque peu prier pour la rejoindre. Le gouvernement d'Erdogan

continua, en fait, à jouer double jeu, rejoignant la coalition mais continuant en même temps à favoriser les groupes djihadistes. Ceux-ci d'ailleurs n'allaient pas manquer de lui faire savoir qu'au cas où il cesserait de le faire, ils sauraient prendre des mesures de rétorsion et n'auraient guère de difficultés à organiser des attentats meurtriers en territoire turc.

D'autre part, déjouant les pronostics, le régime d'Assad se maintenait, aidé par ses alliés iranien et russe et par les combattants du Hezbollah libanais. Il sut aussi répondre à l'attitude du « frère » Erdogan. Dans les zones de peuplement kurde frontalières des zones kurdes de la Turquie – la région dite du Rojava – il abandonna le pouvoir aux milices du PYD, parti frère du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan auteur de la guérilla dans les zones kurdes de Turquie. Non seulement Assad pouvait ainsi soulager son armée et l'envoyer combattre sur les autres fronts de la guerre civile, mais le Rojava kurde autonome donnait au PKK un appui de l'autre côté de la frontière, et constituait une nouvelle épine dans le pied d'Erdogan. Celui-ci avait engagé avec le PKK un processus de négociation, dans l'espoir de faire cesser la guerre dans les régions kurdes en échange de vagues promesses d'autonomie. Mais cette négociation allait traîner de plus en plus en longueur avant d'être en fait abandonnée.

Sous de nombreux aspects, la politique d'Erdogan se soldait par un désastre. Elle le mettait de plus en plus en contradiction avec la politique des États-Unis. Ce fut le cas quand les dirigeants américains découvrirent l'existence d'un trafic avec l'Iran, en violation de l'embargo décidé contre ce pays, organisé par des proches d'Erdogan. D'autre part, les États-Unis cherchèrent de plus en

plus à s'appuyer sur les combattants kurdes contre les djihadistes. Enfin, la crise en Syrie et la brouille avec le régime d'Assad faisaient perdre aux capitalistes turcs des marchés profitables. Un peu plus tard, la brouille avec la Russie allait avoir les mêmes conséquences. La guerre civile syrienne s'invitait sur le territoire turc, non seulement par l'arrivée d'un flot de près de trois millions de réfugiés, mais par les attentats de l'État islamique et par une tension croissante dans les zones kurdes. Cette politique se heurtait à des oppositions croissantes jusqu'au sein de la grande bourgeoisie turque. Les partisans de Gülen, de leur côté, favorables à une politique plus clairement alignée sur la diplomatie américaine, ne se privaient pas de le faire savoir. Les manifestations du parc Gezi d'Istanbul, au printemps 2013, montraient que l'autoritarisme policier du régime d'Erdogan était de moins en moins toléré au sein de la jeunesse et de toute une partie de l'opinion. Enfin, les effets de la crise économique se faisaient de plus en plus sentir, amenant une envolée de l'inflation et la fin de la paix sociale, comme allaient le

montrer les conflits grévistes du printemps 2015.

UNE STRATÉGIE DE LA TENSION

Les élections du 7 juin 2015 confirmèrent ce début d'usure du régime. Elles furent marquées en particulier par le succès du parti pro-kurde HDP (Halkların Demokratik Partisi – Parti démocratique des peuples). Le HDP élargit son audience, notamment grâce à une campagne axée sur la défense des droits des peuples de Turquie – et pas seulement des Kurdes –, de leur besoin de coexister pacifiquement et d'en finir avec le régime de violence policière et d'intolérance illustré par la répression du mouvement de Gezi. Dépassant le seuil des 10% nécessaires pour être représenté au Parlement, il obtenait 13% des suffrages, faisait élire 80 députés et empêchait l'AKP, pour la première fois, d'avoir la majorité absolue à l'Assemblée.

La solution pour l'AKP pouvait être de constituer un gouvernement de coalition avec le Parti social-démocrate CHP ou le parti d'extrême droite MHP



Meeting du HDP lors des élections de juin 2015.

(Milliyetçi Hareket Partisi – Parti du mouvement nationaliste). Mais Erdogan allait tout faire pour exclure une telle solution, en choisissant de se lancer dans une véritable stratégie de la tension. En juillet 2015, l'attentat de Suruç, dirigé contre des militants de gauche prokurdes et organisé par l'État islamique, fut le prétexte choisi par Erdogan pour relancer la guerre, non pas contre ce dernier, mais contre le PKK. Rompant totalement la trêve instaurée avec celui-ci, l'armée turque allait pendant plusieurs mois mener l'offensive contre des quartiers entiers des villes des régions kurdes, où des groupes d'autodéfense avaient tenté de se constituer. Parallèlement, les discours d'Erdogan étaient dirigés contre le terrorisme en général, en visant avant tout les Kurdes et en ignorant le problème posé par l'État islamique et les complicités évidentes dont il disposait dans la police et l'appareil d'État.

Il s'agissait pour Erdogan et l'AKP d'aller vers des élections anticipées tout en créant un véritable climat de guerre civile dans lequel ils seraient apparus comme les seuls sauveurs possibles. Ces élections, le 1er novembre 2015, permirent en effet à l'AKP de retrouver une majorité absolue au Parlement. Cependant, elles ne réussirent pas à éliminer le parti HDP qui, malgré toute la campagne pour le désigner comme complice des « terroristes », obtint encore 10,5 % des voix et sauva sa représentation parlementaire. Il ne s'agissait en fait que d'une demi-victoire pour Erdogan, qui par ailleurs ne réussit pas à avoir la majorité des deux tiers nécessaire pour modifier la Constitution et faire aboutir son projet d'instaurer une république présidentielle.

La Turquie n'en allait pas moins continuer à vivre dans une situation de tension accrue, marquée par la reprise de la



Un tank de putschistes devant l'aéroport d'Istanbul le 15 juillet 2016.

guerre dans les régions kurdes, les attentats, les mesures d'épuration visant des gülenistes ou supposés tels, les campagnes du pouvoir visant les « terroristes » et confondant volontairement la guérilla kurde et l'État islamique comme membres d'un seul et même complot contre la stabilité du pays et contre son président. La tentative de coup d'État du 15 juillet n'allait donc être en rien un coup de tonnerre dans un ciel serein.

LE 15 JUILLET 2016 ET SES SUITES

Que l'armée ait pu être mécontente de la politique d'Erdogan et qu'une fraction de celle-ci ait pu préparer un coup d'État n'était en rien une surprise. L'armée avait subi de la part du gouvernement de l'AKP une série de mesures d'épuration qui, après avoir visé les généraux et officiers kémalistes, s'en étaient prises à ceux de sympathies gülenistes. Elle avait été aussi en première ligne de la nouvelle offensive contre les Kurdes, et il n'est nullement dit que les militaires doivent être toujours les premiers partisans de la guerre, surtout quand les volte-face du pouvoir sont telles qu'ils ne savent plus eux-mêmes quels

en sont les objectifs. Des soldats, des officiers étaient aussi devenus la cible d'une série d'attentats dus probablement à l'État islamique, même si le gouvernement préférerait en accuser les Kurdes.

Il est vrai que, dans un pays qui a une longue tradition de coups d'État militaires, la tentative du 15 juillet 2016 surprit par son impréparation. Il semble en fait que ses auteurs aient choisi de se lancer dans l'action pour devancer une nouvelle série de purges qui les menaçaient en tant que suspects d'appartenir au mouvement Gülen. Il reste que, si la tentative n'eut pas l'approbation de toute la haute hiérarchie militaire, elle bénéficia au moins de sa passivité. De toute évidence, celle-ci attendit de voir comment les choses allaient évoluer avant de prendre une position claire ou même simplement d'avertir le gouvernement de la tentative qui était en cours. Si le gouvernement Erdogan réussit du moins à y répondre, ce fut grâce à l'appui de quelques fractions de la police et de l'armée et à l'indécision ou l'attentisme du plus grand nombre, qui lui laissa le temps d'intervenir à la télévision et d'appeler ses partisans à descendre dans la rue. Lorsque certains d'entre eux allèrent affronter les tanks



Meeting du CHP, place Taksim à Istanbul, le 24 juillet 2016 : drapeaux turcs et portrait de Mustafa Kemal.

des putschistes, la faillite de la tentative de ces derniers était déjà devenue évidente.

Cependant, même se soldant par un échec, la tentative du 15 juillet révélait la fragilité des soutiens du gouvernement au sein de l'armée. La réponse d'Erdogan à cette situation fut une nouvelle opération politique. Pendant un mois, la population allait être conviée tous les soirs à des meetings de défense de la démocratie. Il est certain que, dans sa majorité, la population était hostile au coup d'État et à l'irruption des tanks dans les rues, même quand elle n'était pas favorable à Erdogan. Et celui-ci se chargea de transformer cette attitude en une mobilisation en sa faveur. Les transports rendus gratuits, les moyens logistiques des municipalités mobilisés, la télévision et l'ensemble des médias appelant en permanence les Turcs à venir manifester leur soutien aux autorités légales que des traîtres avaient voulu renverser, ne pouvaient qu'assurer

le succès de manifestations au cours desquelles la population devait se borner à applaudir et à agiter le drapeau national devant des leaders de l'AKP venus exalter la démocratie turque et son leader Erdogan menacés par les terroristes. Ceux-ci n'oubliaient pas non plus d'accuser les dirigeants américains et européens, suspects d'avoir vu avec sympathie la tentative de coup d'État, voire de l'avoir aidée.

En même temps, on assistait à un redoublement de la campagne d'épuration visant les gülenistes. De toute évidence, le gouvernement disposait de listes de personnes à arrêter, préparées bien avant le 15 juillet. Selon un bilan fait par le Premier ministre Binali Yildirim le 17 août, 40 000 personnes ont été interpellées, dont 20 355 ont été placées en détention, sans bien sûr qu'aucun jugement ait encore eu lieu. 79 900 employés du service public ont été révoqués dans l'armée, la police et la justice, tandis que

4 262 entreprises ou institutions ont été fermées car considérées comme liées à l'organisation de Gülen, que le gouvernement et les médias ne désignent plus que sous l'acronyme de FETÖ, pour « organisation terroriste de Fethullah ». Un peu partout, les fidèles du pouvoir poursuivent la chasse aux traîtres qui pourraient encore se cacher. Enfin, l'état d'urgence a été instauré pour l'instant pour trois mois ; il interdit à tout fonctionnaire de l'État de sortir du pays.

De leur côté, outre l'AKP, les autres partis parlementaires avaient condamné la tentative de coup d'État. C'était le cas du CHP social-démocrate, mais aussi du MHP nationaliste d'extrême droite, ainsi que du HDP. Erdogan vit rapidement quel parti il pouvait en tirer en appelant les deux premiers à se joindre à la mobilisation pour la défense de la démocratie et, du même coup, à lui apporter leur caution, tandis que le HDP, lui, était prié de manifester à

part, en tant que suspect de sympathies terroristes pour ses liens avec le PKK. Ainsi le CHP put organiser ses propres meetings, en particulier celui du 24 juillet sur la place Taksim d'Istanbul, avec tout le soutien logistique de la municipalité AKP. Enfin, au moment où il limogeait une grande partie des généraux de l'armée, suspects de sympathies pour Gülen et pour les putschistes, Erdogan passait un accord avec les généraux kémalistes qu'il avait précédemment éliminés et remplacés... par les mêmes gülenistes. 150 généraux ou amiraux ayant été arrêtés, soit la moitié du haut commandement, il fallait combler les vides créés à la tête de l'armée. Ces généraux kémalistes furent donc réintégré, avec l'assurance que tous les procès qui avaient été intentés contre eux étaient oubliés...

C'est ainsi muni d'une caution venue de sa gauche et des kémalistes que Erdogan a pu apparaître comme le grand vainqueur de l'épreuve représentée par la tentative de coup d'État. Quelques semaines plus tard, cette lune de miel semble déjà terminée, sans doute parce que le CHP n'a pas obtenu ce qu'il espérait obtenir en échange de son soutien à Erdogan. Celui-ci méprise trop les autres partis, du CHP au MHP, pour les associer au pouvoir et s'assurer leur aide dans le cadre d'un gouvernement de coalition. Le gouvernement de l'AKP se sent assez fort pour s'en passer et se permet même maintenant d'élargir l'éventail de la répression. Celle-ci, après avoir dans un premier temps épargné la gauche, a commencé à toucher des journalistes prokurdes et aussi de nombreux membres du syndicat du secteur public KESK, au point que parmi les fonctionnaires, les enseignants et de nombreux employés, même sans aucun lien avec le milieu güleniste, personne ne se sent plus vraiment à l'abri de cette vague de répression.

DES PROBLÈMES NULLEMENT RÉSOLUS

Au sortir de la crise ouverte par la tentative du 15 juillet, le pouvoir d'Erdogan et de l'AKP – ou du moins de la fraction du parti vraiment liée au clan du président – apparaît donc renforcé. Erdogan ne se fait pas faute d'en profiter en poursuivant et approfondissant l'épuration des institutions commencée des mois auparavant, au point qu'on peut parler d'un véritable contre-coup d'État. La « démocratie » d'Erdogan prend l'allure d'un arbitraire total, valant bien celui que les putschistes auraient pu instaurer en cas de victoire.

En même temps, ce sont les proches d'Erdogan, y compris les membres de sa propre confrérie, celle des Nakşibendi, qui mettent la main sur nombre d'institutions, d'écoles, de clubs, d'entreprises auparavant contrôlées par les proches de la confrérie de Gülen. Il ne s'agit pas seulement d'enjeux de pouvoir, mais bien d'enjeux financiers, de placer des hommes à des postes lucratifs, d'occuper des places dans les entreprises et dans l'économie.

Mais, à plus long terme, la

victoire d'Erdogan pourrait bien ne plus être aussi nette. Les problèmes qui se posaient à lui avant la tentative de coup d'État restent, et se posent même d'une façon plus aiguë. Son gouvernement doit maintenant payer la facture de la stratégie de tension qu'il a choisie il y a plus d'un an et qui n'est d'ailleurs certainement pas pour rien dans la tentative de coup d'État elle-même.

Concernant sa politique extérieure, le gouvernement Erdogan avait commencé à l'infléchir avant même la tentative du 15 juillet. Reconnaisant implicitement l'échec de sa politique d'appui aux groupes djihadistes en Syrie, il veut maintenant montrer qu'il les combat. Il s'est excusé officiellement pour l'avion russe abattu en novembre 2015 par l'armée turque et a rétabli les liens avec la Russie, rompus après cette affaire. En août, Erdogan et Poutine se sont rencontrés, confirmant que cet épisode était oublié et que les nombreuses affaires en cours entre les deux pays pouvaient donc reprendre. Une reprise de relations est aussi en cours avec les dirigeants iraniens, laissant prévoir un assouplissement de l'attitude turque vis-à-vis de



Funérailles des victimes kurdes de l'attentat de Gaziantep, en août 2016.

leur protégé, le régime d'Assad. Ce n'est certainement pas par hasard si, quelques jours après ces rencontres, l'armée turque est entrée en Syrie en s'attaquant aux positions de l'organisation État islamique. Il s'agissait officiellement de répondre à l'attentat commis le 20 août par celle-ci contre des familles kurdes réunies pour une noce à Gaziantep, en territoire turc. Mais l'armée d'Ankara, en occupant ces positions, a du même coup affronté les milices kurdes syriennes pour les empêcher d'étendre le territoire du Rojava et leur signifier qu'elles devaient le limiter à l'est de l'Euphrate.

Il semble évident qu'avant de s'inviter ainsi sur le territoire syrien, la Turquie avait voulu s'assurer de l'accord de la Russie, de l'Iran, et aussi des États-Unis qui jusque-là appuyaient l'avancée des milices kurdes syriennes. Elle s'invite aussi du même coup à la table des futures négociations sur l'avenir de la Syrie, en posant ses conditions, dont le fait de ne tolérer ni l'extension du Rojava, ni une véritable autonomie kurde en Syrie. Comme bien des fois dans leur histoire, les Kurdes font l'expérience de la fragilité des appuis dont ils disposent parfois de la part des différentes puissances. Après s'être servis d'eux, celles-ci sont en fait toujours prêtes à les abandonner à la suite de quelque marchandage diplomatique. L'Iran, l'Irak, la Turquie, les États-Unis, l'ont déjà montré maintes fois.

Le gouvernement Erdogan espère certainement ainsi se mettre en meilleure position pour affronter la question kurde en Turquie même. Car l'offensive menée par son armée dans les régions kurdes depuis juillet 2015, en fonction des calculs électoraux d'Erdogan, ne l'a évidemment pas résolue. Après le coup du 15 juillet, l'armée turque est moins que

jamais en mesure de mener une guerre prolongée dans les zones kurdes, et la question se pose de reprendre la négociation là où elle en était restée, mais dans une situation aggravée et sans avoir l'assurance que le PKK se contentera aujourd'hui des quelques concessions du pouvoir turc qu'il aurait acceptées il y a deux ans.

Mais c'est d'abord sur le plan intérieur que la facture s'annonce lourde. La mobilisation sur commande de ces dernières semaines sur le thème de la défense de la démocratie menacée par des terroristes allant de Fetullah Gülen au PKK et à l'État islamique ne sera plus là pour cacher les difficultés.

Dans l'immédiat, l'arrestation ou la révocation des gülenistes présents dans les différentes institutions laisse des trous béants. Des universités, des hôpitaux sont fermés du fait de l'arrestation de leurs cadres, des établissements scolaires privés d'une partie de leur personnel ne savent pas comment affronter la rentrée. On ne peut que se demander quelle est cette démocratie qui arrête, emprisonne, licencie ou révoque plus d'une centaine de milliers de personnes sur simple décision du pouvoir, avant même qu'une preuve ait été apportée de leur participation au putsch ou d'une sympathie pour ses auteurs.

D'autre part, la crise économique s'est encore aggravée du fait de l'arrêt de nombreuses activités et, entre autres, de la non-venue des touristes étrangers effrayés par la situation en Turquie. L'inflation continue de ronger le pouvoir d'achat de la population salariée. De son côté, le patronat fait pression sur le gouvernement pour qu'il impose certains reculs à la classe ouvrière, notamment sur les indemnités qu'un patron est tenu de verser aux travailleurs en cas de licenciement. Il attend aussi du gouvernement qu'il

agisse pour limiter les revendications salariales de plus en plus pressantes. Or la classe ouvrière ne se sent nullement vaincue. Comme l'ont montré les luttes des travailleurs de la métallurgie du printemps 2015, elle s'est habituée à une situation un peu meilleure, a pris conscience de sa force et n'est pas prête à accepter des reculs. Le gouvernement Erdogan, attentif à ne pas trop saper ses bases dans l'électorat, ne tient pas à l'affronter. On l'a vu notamment quand il a accepté, au 1er janvier 2016, d'augmenter le salaire minimum en le portant à un montant net de 1300 livres turques (soit alors environ 400 euros et 30% d'augmentation).

L'in vraisemblable lutte de cliques qui a déchiré l'AKP montre que le parti islamiste est trop divisé entre les différentes confréries, acharnées à s'approprier un butin et à satisfaire leurs clientèles, pour réussir à constituer un parti de gouvernement menant une politique un peu cohérente dans l'intérêt de la bourgeoisie. De ce point de vue, son étiquette islamiste ne l'empêche pas de s'inscrire dans la continuité des partis dits laïques qui l'ont précédé, dont la corruption a amené rapidement le discrédit. S'il a montré plus de longévité au pouvoir, l'AKP subit le même processus, même si Erdogan s'agite en tous sens pour tenter d'y échapper.

Cette incapacité des partis de gouvernement ne fait que refléter les contradictions de la bourgeoisie turque elle-même et son incapacité à gérer ses propres affaires autrement qu'en fonction de ses intérêts les plus immédiats. Le projet de république présidentielle d'Erdogan est une tentative pour répondre à ce problème en imposant un exécutif dont les décisions s'imposeraient à tous, mais il ne semble plus avoir les moyens de le mener

à son terme. Dans le passé, la réponse à cette incapacité de la bourgeoisie turque a été à plusieurs reprises l'intervention de l'armée et des coups d'État militaires qui, pour un temps, ont envoyé les politiciens dans une prison et ainsi arbitré leurs conflits. La tentative du 15 juillet procédait au fond de la même logique. Elle a été infructueuse et laisse derrière elle une armée divisée, humiliée et mécontente. Mais rien ne dit qu'en son sein d'autres projets du même genre ne soient pas déjà en train de mûrir. Même si Erdogan a cherché à se garantir en plaçant à la tête de l'armée des hommes de confiance, l'histoire est pleine d'exemples où des militaires jouissant de la totale confiance de leur gouvernement et lui ayant juré pleine fidélité ont fini par l'envoyer en prison.

Si la situation continue de se dégrader, la victoire d'Erdogan sur les putschistes se révélera donc peut-être éphémère. L'armée pourrait de nouveau inter-

venir sur la scène politique, et cette fois réussir son coup. Pour la cinquième fois dans l'histoire de la Turquie moderne, on verrait ainsi les militaires permettre à la bourgeoisie de se sortir des contradictions dans lesquelles l'ont placée ses gouvernants. Il est possible aussi que, cette fois, leur tentative soit mieux reçue par une opinion publique de plus en plus lasse et ayant eu le temps de mesurer les limites de la démocratie dont Erdogan s'est proclamé le représentant et que, pendant un mois, il a appelée à venir soutenir tous les soirs.

Il est possible aussi, et il faut l'espérer, qu'une partie de la population le prenne au mot. Pendant ce mois de mobilisation sur commande, le pouvoir n'a cessé de répéter que la vraie souveraineté n'appartient pas à une poignée de putschistes, mais au peuple. Pourtant, s'il a mobilisé celui-ci, ce n'est que dans les limites bien encadrées de meetings où la population était conviée à agiter des dra-

peaux turcs et à applaudir des orateurs exaltant la nation et l'œuvre d'un président menacé par des terroristes. Erdogan n'empêchera pas de nombreux travailleurs de se dire que, si le pouvoir émane vraiment du peuple, alors celui-ci est donc en droit de prendre vraiment la parole et d'imposer ses exigences. Les manifestants de Gezi, les femmes inquiètes de la montée insidieuse de l'ordre moral islamiste, les Kurdes réclamant la reconnaissance de leurs droits, les travailleurs en lutte pour leurs salaires et contre un patronat qui se croit tout permis, tous ont beaucoup à dire. Face à des militaires putschistes, face à des politiciens bourgeois étalant leur corruption, face à un régime de plus en plus autoritaire, face à un système capitaliste à bout de souffle, le seul pouvoir politique vraiment démocratique sera celui que les travailleurs construiront.

12 septembre 2016



Grande-Bretagne : le référendum sur l'UE, le Brexit et la danse des démagogues

Nous publions ci-dessous la traduction d'un article de la revue *Class Struggle* (n° 108, été 2016) publiée par nos camarades britanniques de *Workers' Fight*. Cet article ayant été rédigé à l'origine le 10 juillet, il a été mis à jour par ces camarades le 6 septembre, pour le présent numéro de *Lutte de Classe*, afin de tenir compte des nouveaux développements survenus au cours de l'été.

Le vendredi 24 juin au matin, les électeurs ont appris la nouvelle : le Brexit (le vote en faveur de la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne) l'avait emporté. Les manchettes des quotidiens titraient en lettres énormes : « *Nous sommes sortis!* ». Une fois de plus, les sondages s'étaient trompés. Parmi les électeurs qui avaient opté pour le maintien de la Grande-Bretagne au

sein de l'UE (le vote « *Remain* »), nombreux étaient ceux qui n'avaient probablement même pas envisagé un tel résultat, et cela était vrai aussi d'une partie de ceux qui avaient fait le choix inverse en votant pour le Brexit. Ainsi, la déception était grande du côté du « *Remain* », le malaise palpable du côté du Brexit, et la surprise générale des deux côtés.

La victoire du Brexit n'a rien

eu d'un raz-de-marée. Même si la participation a été relativement élevée (72,2 %), l'écart en faveur du Brexit n'a été que de 3,8 %, soit 1,3 million de votes, pour 46,3 millions d'électeurs inscrits. En somme, seuls 37,5 % des électeurs ont choisi le Brexit ; pas franchement une majorité « historique » pour un scrutin présenté par tous comme porteur d'un enjeu politique historique ! Rien d'éton-



Manifestation à Londres contre le Brexit, le 2 juillet 2016.

nant à ce que, rapidement, une pétition en ligne réclamant un nouveau scrutin ait recueilli plus de 4 millions de signatures, pétition qui a été suivie depuis par une série de manifestations dans les grandes villes, rassemblant des dizaines de milliers de personnes, et qui continuent en ce début septembre.

Mais même si, d'un strict point de vue juridique, ce référendum n'était qu'un exercice consultatif, les 62,5% de l'électorat qui n'ont pas voté pour le Brexit vont devoir vivre avec les conséquences de ce vote. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'en ignorer le résultat ne ferait qu'exacerber une crise que ce référendum visait justement à contenir dans les rangs mêmes du Parti conservateur au pouvoir.

AUCUN CHOIX POSSIBLE POUR LA CLASSE OUVRIÈRE

Dans ce référendum, il n'y avait aucun moyen pour la classe ouvrière de faire valoir ses intérêts.

Voter pour le Brexit, c'était cautionner la répugnante démagogie anti-immigrés développée par le parti souverainiste UKIP et par la droite eurosceptique du Parti conservateur, représentée par l'ancien maire de Londres, Boris Johnson. Du même coup, c'était les aider à diviser la classe ouvrière, et donc à affaiblir sa capacité de résister à l'exploitation patronale.

En même temps, cela revenait à accréditer le mythe d'une Grande-Bretagne qui, en quittant l'UE, repasserait sous le « contrôle démocratique de sa population » (comme si les lois britanniques n'étaient pas adoptées par un Parlement au service de la City de Londres, hors de tout contrôle de la population !) et celui d'une Grande-Bretagne qui serait enfin vraiment « grande », capable

de tenir sa place seule et contre tous sur le marché mondial (un prétexte dont on voit très bien comment il pourrait servir au patronat pour aggraver l'exploitation, sous couvert d'augmenter la compétitivité !)

Quant au vote pour le maintien dans l'UE, il revenait à cautionner des institutions européennes taillées sur mesure pour les besoins des bourgeoisies européennes les plus riches et de leur système, et certainement pas pour les besoins des populations. Mais il revenait aussi à approuver les nouvelles mesures discriminatoires contre les travailleurs européens pour lesquelles Cameron avait fait campagne pendant les mois précédant le référendum. Cela revenait donc à cautionner une démagogie anti-immigrés qui n'était guère différente de celle du camp du Brexit.

Qui plus est, voter pour un camp ou pour l'autre, c'était apporter son soutien à des hommes politiques également responsables des mesures d'austérité imposées à la classe ouvrière depuis des années, en vue de maintenir les profits de la bourgeoisie dans le contexte d'une crise qui n'en finit pas. Et il était évident que les uns et les autres utiliseraient le résultat du référendum, quel qu'il soit, pour justifier la poursuite de leur politique antiouvrière.

En somme, quelle que soit la façon dont les travailleurs votaient dans ce référendum, leur bulletin de vote ne pouvait qu'être utilisé contre eux par leurs ennemis de classe.

CAMERON, POMPIER-INCENDIAIRE DU PARTI CONSERVATEUR

De toute façon, ce référendum n'a jamais eu pour but de donner la parole aux électeurs. En fait, ses origines tenaient bien moins à la question de l'UE qu'aux querelles intestines du

Parti conservateur.

Depuis leur arrivée au pouvoir en 2010, Cameron et son gouvernement n'avaient cessé de mettre la détérioration de la situation économique au compte des difficultés de la zone euro, tout en mettant la dégradation des services publics et la crise du logement au compte de la pression croissante de l'immigration, en particulier européenne.

Bien sûr, cette démagogie ne visait qu'à faire oublier le fait que les coupes claires dans les dépenses sociales et d'infrastructures étaient dues aux détournements des fonds publics au profit des capitalistes. Mais elle suffit à redonner un second souffle à la xénophobie antieuropéenne du parti souverainiste UKIP, qui attendait son heure depuis deux décennies. Tant et si bien que, lors des élections européennes de 2014, UKIP arriva en tête, reléguant le Parti conservateur en troisième position. Un vent de panique souffla parmi les députés conservateurs qui se mirent à craindre pour leurs sièges et la droite eurosceptique du parti en profita pour se mettre à la tête des mécontents et menacer Cameron d'une rébellion ouverte.

Les élections législatives de 2015 approchant, Cameron tenta de contenir la révolte en reprenant à son compte les thèmes de UKIP, promettant : une limitation stricte de l'immigration ; une renégociation du statut de la Grande-Bretagne au sein de l'UE, en particulier s'agissant des droits des immigrants européens ; et la tenue d'un référendum sur le maintien du pays dans l'UE, sur la base des résultats de cette renégociation.

D'un point de vue électoral, la stratégie de Cameron s'avéra payante. Lors des élections législatives de 2015, UKIP perdit un quart de ses voix de l'année précédente et, grâce au scrutin majoritaire uninominal à un

tour, ne remporta qu'un seul siège, tandis que les conservateurs, pour leur part, obtenaient une majorité absolue au Parlement. Mais à partir de ce moment-là, il devint difficile de faire la différence entre l'euro-scepticisme affiché par Cameron et la démagogie anti-UE de UKIP.

Au bout du compte, après bien des marchandages, la seule concession significative que Cameron obtint de l'UE fut de pouvoir restreindre l'accès des travailleurs européens au système de protection sociale britannique. Puis il annonça la date du référendum, expliquant que, sur la base de cette concession, il ferait campagne pour le maintien dans l'UE.

LES ILLUSIONS MULTIPLES DERRIÈRE LE VOTE POUR LE BREXIT

Cameron eut beau rappeler régulièrement à son public qu'il demeurerait « un eurosceptique de cœur », cette annonce déclencha les foudres des eurosceptiques de son parti. Six de ses ministres optèrent pour le Brexit, bientôt suivis par Boris Johnson, alors encore maire de Londres. Près de la moitié des députés du parti leur em-

boîtèrent le pas plus ou moins ouvertement.

Le Parti conservateur était désormais coupé en deux et, en fait de référendum sur l'UE, les électeurs se virent invités à arbitrer entre ses factions rivales, dont les querelles intestines s'étaient désormais au grand jour. Quant aux autres protagonistes de la campagne, le Parti travailliste (anti-Brexit), UKIP (pro-Brexit) et tous les autres, ils en furent réduits à jouer les faire-valoir dans une farce grotesque dont le scénario avait été entièrement rédigé par les ténors du Parti conservateur.

Au bout du compte pourtant, Cameron perdit son pari et, du même coup, toute chance de restaurer son autorité sur son parti, situation dont il donna acte immédiatement en annonçant sa démission.

Beaucoup d'encre a coulé sur le rôle supposé décisif de l'électorat populaire dans le succès du Brexit. De nombreux commentateurs sont allés jusqu'à imputer le résultat du référendum au vote « anti-immigrés » de l'électorat ouvrier, en particulier dans les régions les plus défavorisées du nord de l'Angleterre.

La vérité cependant est que les scores les plus élevés en faveur du Brexit ont été enregistrés dans les bastions conser-

vateurs traditionnels les plus aisés, qui sont tout sauf ouvriers, mais où les préjugés xénophobes sont bien ancrés.

Certes, dans certaines villes ouvrières, le vote pro-Brexit a atteint voire dépassé les 60%. Mais le fait le plus significatif est que ces résultats ont été enregistrés dans les cimetières industriels laissés par les licenciements dans la sidérurgie ou les mines au cours des années 1980 et 1990.

Oui, une partie de l'électorat populaire, dans ces localités et ailleurs, a voté Brexit. Elle l'a fait pour toute une série de raisons : parce que ses conditions de vie se sont dégradées, parce qu'elle se sent laissée pour compte par le système, etc., mais aussi parce qu'elle est tombée dans le piège de la campagne démagogique contre le prétendu parasitisme des immigrés européens.

Mais qui est responsable de tous ces mensonges nauséabonds, sinon les politiciens conservateurs et leurs rivaux de UKIP, avec leurs surenchères xénophobes ? Qui est responsable de la politique qui a accredité ces mensonges, sinon Cameron et son parti, en réduisant les budgets de la protection sociale et du logement dans des régions ouvrières déjà défavorisées ? Et qui est responsable du fait que ces mensonges aient pu trouver l'oreille des travailleurs, si ce n'est un mouvement ouvrier qui, à de rares exceptions près, n'a répondu aux attaques de Cameron contre les immigrés que par un silence assourdissant, au lieu de s'opposer à ces attaques au nom des intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière ?

En même temps, tout indique qu'un nombre important de travailleurs a voté pour le Brexit pour exprimer à la fois son opposition à Cameron et à sa politique d'austérité et son rejet de la classe politique dans son ensemble. Mais en votant pour



Cameron en campagne pour le «Vote Remain» («Votez pour rester»), avec le slogan «Plus forts, plus en sécurité, plus prospères» (2016).

le Brexit, ils ne pouvaient faire ni l'un ni l'autre : en fait, ils ne pouvaient que voter contre leurs propres intérêts de classe.

Peut-être ces électeurs ont-ils éprouvé une certaine satisfaction quand ils ont vu Cameron se départir de son arrogance habituelle, pendant quelques minutes, pour annoncer sa démission ? Peut-être. Et alors ? L'arrogance de ses successeurs sera-t-elle plus tolérable ? Bien sûr que non, car leur politique sera tout aussi antiouvrière.

LE CHOC ÉCONOMIQUE DU BREXIT

Durant la campagne du référendum, seuls les plus obtus des partisans du Brexit niaient le risque d'une déstabilisation des marchés financiers. Et celle-ci n'a pas manqué de se produire : d'un côté, il y a eu la chute des actions cotées à Londres, en particulier celles des grandes banques britanniques (jusqu'à 54% dans le cas de la deuxième banque britannique, Royal Bank of Scotland) et de l'autre, il y a eu la chute de la livre, qui a perdu environ 15% de sa valeur face au dollar et un peu moins face à l'euro.

Deux mois après le scrutin, les experts officiels cherchent à rassurer avec une avalanche de chiffres destinés à montrer que tout est revenu à la normale.

Certains soulignent, par exemple, la reprise de la Bourse. Mais ils oublient de noter que cette reprise n'a pas bénéficié aux entreprises opérant principalement sur les marchés britanniques et européens. Surtout, ils oublient de mentionner les trois interventions de la Banque d'Angleterre : d'abord avant le référendum et début juillet, essentiellement pour rassurer les spéculateurs ; mais surtout début août, où elle a injecté 84 milliards d'euros de liquidités sur les marchés, offert sa garantie à 120 milliards

d'euros de nouveaux prêts bancaires et réduit son taux d'escompte de référence de moitié, de façon à inciter les banques à prêter. On n'en est sans doute pas encore aux niveaux d'intervention atteints lors du sauvetage bancaire qui suivit la crise de 2008, mais c'est quand même la première fois que la Banque réduit son taux d'escompte depuis 2009 et c'est sa plus grosse injection de liquidités depuis 2012. En tout cas, il est probable que, comme par le passé, cette nouvelle injection soit allée alimenter la spéculation, contribuant à faire remonter les cours boursiers, mais pas forcément à mettre fin à l'instabilité causée par le Brexit.

D'autres parlent également de reprise dans l'industrie. Mais pour cela, ils s'appuient sur le fait que l'indice PMI (Procurement Manager Index, qui est censé mesurer « l'optimisme » des directeurs chargés de passer les commandes dans les entreprises) serait en hausse. Cette hausse, nous dit-on, laisserait prévoir une hausse des investissements. L'ennui, c'est que le PMI industriel britannique a bien souvent

été en hausse depuis 2008, mais les investissements industriels, eux, n'ont pas cessé de stagner !

En fait, nul ne peut dire aujourd'hui quelles seront, à terme, les conséquences du Brexit sur les marchés financiers, et encore moins sur l'économie réelle, que ce soit en Grande-Bretagne ou au-delà. Mais ce qui est certain, c'est que tout comme après le sauvetage bancaire de 2008, c'est encore une fois à la classe ouvrière que le gouvernement britannique, quel qu'il soit, présentera la note, que ce soit directement, par le biais d'une réduction des budgets sociaux ou d'attaques contre les salaires et l'emploi ou indirectement, par le jeu de l'inflation.

THERESA MAY SUR LA CORDE RAIDE

Politiquement, il n'y a guère eu de vacance du pouvoir après l'annonce de la démission de Cameron. Presque aussitôt, Theresa May posa sa candidature face aux aspirants eurosceptiques et l'appareil du Parti conservateur pesa de tout son poids pour que ses rivaux se retirent de la



La campagne officielle contre les immigrés clandestins, organisée en 2013 par Theresa May, alors ministre de l'Intérieur : « Au Royaume-Uni illégalement ? Rentrez chez vous ou attendez-vous à être arrêté (106 arrestations la semaine dernière dans votre zone), envoyez le texto HOME au numéro 78070 pour avoir des conseils gratuits... »

course, en échange de la promesse d'un portefeuille dans le futur gouvernement.

À bien des égards, May apparaît comme la remplaçante idéale pour Cameron. Ayant été ministre de l'Intérieur depuis 2010, elle représente la continuité du pouvoir, et donc la stabilité. Le fait qu'elle ait soutenu le maintien dans l'UE rassure plutôt les sphères dirigeantes du capital britannique, soucieuses qu'au-delà de la rhétorique politicienne sur le Brexit ses intérêts soient préservés. Enfin, le fait qu'en plus May ait toujours été bien vue de la droite du parti, en particulier grâce à ses campagnes contre les travailleurs immigrés « illégaux », lui donne une autorité qui dépasse ses divisions intestines.

Mais tous les atouts dont elle dispose ne changent rien au fond de la situation. Dans un éditorial paru juste après le référendum, l'hebdomadaire patronal *The Economist* résumait les choses de la façon suivante : « *Ce vote aura des conséquences à long terme. L'économie va souffrir, et la classe politique aussi. Le 23 juin sera un tournant dans l'histoire britannique et européenne.* » Bref, il craignait de voir un ralentissement économique se combiner à une crise politique. Et tout indique que, précisément pour cette raison, les hautes sphères du capital assistent à ces événements avec un certain malaise et font pression sur le gouvernement pour qu'il évite tout geste inconsidéré.

Pour ce qui est du ralentissement économique – voire pire, si le contrecoup du Brexit devait s'étendre sur une autre échelle – l'avenir dira ce qu'il en est.

Quant au risque de crise politique envisagé par *The Economist*, la victoire du Brexit n'y a pas mis fin, même si c'est justement pour parer à un tel risque que Cameron avait pris le pari



POLITICALCARTOONS.COM

d'organiser son référendum. Car les surenchères xénophobes de UKIP continuent et continueront à exercer leur pression sur la vie politique et à trouver un écho dans les rivalités internes au Parti conservateur.

On peut d'ailleurs d'ores et déjà discerner cet écho dans les différends qui opposent les partisans conservateurs du Brexit entre eux, y compris au sein du gouvernement. Les uns prônent une politique accommodante qui permettrait à la Grande-Bretagne de rester partie intégrante de l'union douanière européenne, tandis que les autres penchent pour une politique de rupture qui verrait la Grande-Bretagne quitter cette union en claquant la porte ; les uns sont partisans d'un certain renforcement des contrôles aux frontières, mais sans plus, tandis que les autres seraient pour un retour aux visas touristiques pour les ressortissants de l'UE.

Mais c'est surtout cette dernière question de la liberté de circulation des personnes qui risque de raviver les surenchères xénophobes. C'est ce que l'on vient de voir par exemple le 4 septembre, lorsque May a déclenché une tempête de protestations en déclarant, en

marge du sommet du G20 en Chine, qu'elle n'envisageait pas l'instauration d'un permis de travail à points pour les immigrés européens (comme il y en a déjà pour la plupart des immigrés non européens travaillant en Grande-Bretagne). L'avenir dira si, comme cela a été le cas précédemment pour Cameron, Theresa May se laissera entraîner sur le terrain glissant de ces surenchères.

BREXIT OU BREXIN ?

D'un autre côté, le gouvernement May est l'objet de multiples pressions de la part de ceux – et ils sont nombreux dans les cercles dirigeants du grand capital britannique et international – qui ont tout intérêt à ce qu'il y ait le moins de changements possible dans les relations économiques entre la Grande-Bretagne et l'UE.

Avant le référendum déjà, les organisations patronales avaient réclamé de Cameron qu'il protège leur libre accès au marché unique. Obama lui-même s'était joint à elles, au nom de la stabilité de l'économie mondiale, mais tout autant, même si ce n'était qu'implicite, au nom des intérêts des

multinationales américaines utilisant la Grande-Bretagne comme avant-poste dans leurs opérations en Europe, de grandes banques comme Citi à un constructeur automobile comme Ford.

De même, début septembre, Tokyo a adressé un mémorandum à Theresa May l'avertissant que la perte du libre accès à l'UE entraînerait une baisse drastique des investissements de banques japonaises telles que Nomura ou de constructeurs automobiles tels que Nissan, Honda et Toyota. Or, aujourd'hui, l'industrie automobile britannique est à 80%... japonaise!

Pour les grandes institutions financières de la City de Londres, le fait de continuer à servir d'intermédiaire final dans les opérations interbancaires libellées en euros, comme c'est le cas aujourd'hui, est une question de vie ou de mort. Une fois sortie du marché financier unique de l'UE, la City perdrait d'autant plus vite la possibilité de jouer ce rôle que des pays comme la France, l'Allemagne et les Pays-Bas, cherchent depuis longtemps à obtenir une part de ce gâteau.

De même, le secteur de la réassurance, qui assure les gros risques commerciaux, emploie 50000 personnes dans la City et représente plus de 20% de son chiffre d'affaires. Or, le 5 septembre, le PDG de la Lloyd's of London, la plus vénérable institution de ce secteur, expliquait à la BBC qu'à défaut de garanties rapides concernant son accès à l'UE, «le secteur votera avec ses pieds», en relocalisant tout ou partie de ses activités, en particulier à Dublin qui, ayant le double avantage d'être dans l'UE et de bénéficier d'un impôt sur les bénéfices très bas, est déjà l'un des pôles de regroupement de l'assurance en Europe.

Aux inquiétudes de la finance viennent s'ajouter celles

des entreprises travaillant pour l'import-export. Leur premier problème est évidemment la crainte de perdre leur libre accès au marché unique lui-même. Mais en plus, une cinquantaine de pays sont couverts par des accords commerciaux avec l'UE, auxquels viendront bientôt s'ajouter 21 autres. Tant que la Grande-Bretagne était membre de l'UE, elle bénéficiait de ces accords. Mais qu'en sera-t-il après? Renégocier autant d'accords bilatéraux avec chacun de ces pays, comme le proposent les partisans d'un « Brexit dur », ne relève-t-il pas de la folie pure et simple? En tout cas c'est l'avis du patronat concerné, qui ne cache pas son agacement face à ces incertitudes.

Compte tenu des diverses pressions des milieux d'affaires, il ne faut donc pas s'étonner que même les partisans d'un « Brexit dur » mettent de l'eau dans leur vin une fois au gouvernement. C'est ainsi que David Davis, représentant de la droite eurosceptique pure et dure et aujourd'hui paré du titre ronflant de « secrétaire d'État chargé de la sortie de l'Union européenne », a déclaré au Parlement qu'on ne pouvait précipiter les choses: avant de pouvoir envisager de déclencher la procédure de sortie de l'UE (en invoquant l'article 50 du traité de Lisbonne), il faudra prendre son temps, multiplier les contacts bilatéraux afin d'obtenir des garanties de la part des divers gouvernements européens et consulter tous les « partenaires » intéressés.

Tout cela peut non seulement prendre beaucoup de temps mais également conduire à un résultat qui n'a plus grand-chose à voir avec le Brexit tel qu'il était présenté dans la campagne du référendum. Le traité de Lisbonne prévoit un maximum de deux ans de négociations à partir de l'invocation officielle de l'article 50, mais il

ne prévoit pas quand cet article doit être invoqué, ni s'il doit ou pas être précédé de contacts bilatéraux avec les différents pays membres de l'UE.

En fin de compte, le problème du gouvernement May est double. D'un côté il lui faut obtenir de l'UE un accord qui soit le plus favorable possible pour les entreprises opérant en Grande-Bretagne, c'est-à-dire, en gros, un maintien du statu quo sur le plan des relations économiques, que certains ont commencé à désigner par le Brexit. Et de l'autre, il lui faut éviter d'apparaître faire trop de concessions en retour qui soient susceptibles de prêter le flanc aux surenchères xénophobes. Et tout cela en sachant que les prochaines élections législatives auront lieu en mai 2020 et que ni le capital britannique ni Theresa May ne peuvent se permettre de laisser la question du Brexit y occuper de nouveau la première place.

LA CLASSE OUVRIÈRE DOIT FAIRE ENTENDRE SA VOIX

Ce que ce référendum va laisser derrière lui – et à vrai dire pas seulement ce référendum, mais l'ensemble de la période inaugurée par les élections législatives de 2010 – c'est un climat de xénophobie et des divisions potentielles profondes dans les rangs de la classe ouvrière.

Ce climat de xénophobie a été d'abord illustré par l'assassinat de la députée travailliste Jo Cox, en juin dernier. Depuis le référendum, il s'est manifesté par une augmentation de 50% des attaques xénophobes recensées par la police. Plus récemment, des ouvriers polonais ont été attaqués à coups de barres de fer par des gangs de jeunes mineurs, fin août, dans la banlieue-dortoir londonnienne de Harlow et début septembre à Leeds, ville ouvrière du nord



SWINDON ADVERTISER

Magasin polonais en Angleterre.

de l'Angleterre. L'un d'eux est mort de ses blessures. Tous les coupables arrêtés à ce jour avaient entre 14 et 17 ans.

Ces attaques sont peut-être isolées, pour l'instant. Mais le climat xénophobe qui les produit alimente des préjugés anti-immigrés et, de plus en plus souvent, des pratiques de harcèlement que la classe ouvrière ne peut se permettre de tolérer.

Les travailleurs immigrés en général, et ceux qui viennent de l'UE en particulier, constituent une partie importante de la classe ouvrière en Grande-Bretagne. Puisqu'ils vivent et travaillent dans le même pays, puisqu'ils subissent la même exploitation et ont les mêmes exploités que tous les autres travailleurs, ils devraient avoir les mêmes droits. Ils sont partie intégrante de la force collective du prolétariat, et devraient pouvoir compter sur tout le soutien dont ils ont besoin pour se défendre contre les attaques des patrons et de leurs auxi-

liaires au gouvernement.

Un mouvement ouvrier digne de ce nom se fixerait pour objectif l'organisation de tous les travailleurs, quelle que soit leur nationalité, afin de permettre à la classe ouvrière de se renforcer dans son ensemble et de défendre collectivement ses intérêts matériels.

De ce point de vue, les syndicats britanniques ont failli à la plus élémentaire de leurs tâches. Il est vrai qu'ils ont également failli en s'abstenant d'organiser la moindre riposte contre la dégradation des conditions de travail et la montée de la précarité. Ils n'ont même pas levé le petit doigt pour s'opposer aux attaques qui ont entraîné l'écroulement de la Santé publique ou la disparition progressive du parc de logements sociaux.

C'est cette faillite du mouvement ouvrier britannique, et l'absence de la classe ouvrière de la scène politique qui en résulte, qui alimentent le déses-

poir et la démoralisation d'un grand nombre de travailleurs, et qui, du même coup, accréditent la démagogie des politiciens qui cherchent à désigner les immigrés comme boucs émissaires.

La campagne référendaire a mis en évidence, une fois de plus, que lorsqu'il s'agit de défendre ses intérêts politiques, la classe ouvrière n'a pas de moyen de se faire entendre. Bien sûr, le référendum en lui-même n'aurait pas pu permettre aux travailleurs d'exprimer leurs intérêts de classe. Mais le fait est que les organisations qui prétendent représenter leurs intérêts matériels ou politiques, des syndicats au Parti travailliste, sont tombées dans le piège tendu par Cameron, au lieu de démasquer ses manœuvres et de rejeter le faux choix qu'il proposait aux électeurs.

Si cela montre quelque chose, c'est la nécessité d'un parti ouvrier qui, au lieu de se prêter aux petits jeux des institutions politiques de la bourgeoisie afin d'y occuper des positions, se fixe pour objectif la défense des intérêts sociaux et politiques de la classe ouvrière. Un parti qui, par-dessus tout, se batte pour le renforcement et l'unification des prolétaires, d'où qu'ils viennent, qui soit de tous leurs combats contre ce système d'exploitation, et qui cherche à leur offrir une perspective visant à préparer le renversement définitif du capitalisme.

6 septembre 2016



États-Unis : la classe ouvrière a besoin de son propre parti

Nous publions ci-dessous la traduction de deux articles de la revue trotskyste américaine *Class Struggle* (n° 90, août-septembre 2016). Ce premier texte concerne la situation actuelle, à la veille de l'élection présidentielle américaine, et les efforts de militants du Michigan pour y constituer un parti ouvrier. Quand cet article a été publié aux États-Unis, le 31 juillet, ces militants avaient collecté plus de 50 000 signatures pour être légalement reconnus comme parti politique, aux termes de la loi électorale du Michigan. Ils ne savaient pas alors si les autorités valideraient un nombre suffisant de signatures légalement requis (31 566) pour cette reconnaissance. C'est maintenant officiel : lors des élections du 8 novembre 2016, les électeurs du Michigan pourront voter pour des candidats du Parti de la classe ouvrière (*Working Class Party*). L'effort militant de pétition a donc été fructueux. Nos lecteurs anglophones peuvent suivre leur campagne sur le site <https://www.workingclassfight.com>. Le second article porte plus spécifiquement sur l'histoire des tentatives de construction d'un parti ouvrier.

L'un des candidats à la présidence, Donald Trump, a lancé de violentes attaques contre les immigrés, il a attisé les animosités raciales, a nourri le feu des peurs xénophobes contre les musulmans et les « étrangers », a joué sur un mépris profondément ancré des femmes... et il a ensuite osé se présenter comme un ami, un combattant pour « *les gens qui ne peuvent pas se défendre eux-mêmes* ». Ce n'est pas un ami, ce multimilliardaire qui a accumulé sa fortune en exploitant les travailleurs partout où il est allé.

L'autre candidat, Hillary Clinton, a osé se présenter comme celle qui « nous rassemblera tous », affirmant qu'elle s'emploiera à créer des emplois et à augmenter les salaires. Pourquoi devrait-on croire quelqu'un qui s'est employé pendant des décennies à mener des politiques favorables

aux grosses banques multinationales, quelqu'un qui a contribué à diriger les guerres des États-Unis, qui ont dévasté d'autres pays en aspirant l'argent des villes américaines et de l'éducation ? Est-ce que le tigre perd ses rayures lorsqu'il chasse sa proie ?

C'est un spectacle écœurant que de regarder ces deux-là rivaliser pour la présidence, chacun prétendant être du côté des gens ordinaires.

Mais ils ne le sont pas. Ce sont des représentants des classes riches. Ils travaillent directement à déplacer plus d'argent vers les coffres des grandes banques, des grandes entreprises, de l'immobilier, de l'agrobusiness ou de ces spéculateurs méprisables de Wall Street.

Leurs deux partis, les démocrates et les républicains, ne

représentent pas les travailleurs. Aucun parti ne le fait aujourd'hui. Et c'est précisément le problème : tandis que la classe capitaliste dispose de deux partis pour la représenter et défendre ses intérêts, la classe ouvrière n'en a pas.

Nous qui travaillons chaque jour pour vivre, personne ne nous représente. Aucun parti ne parle pour nous, aucun parti qui dise cette vérité de base que nous sommes une classe, une classe qui peut avoir le pouvoir si elle est unie, une classe qui perd beaucoup de sa force si elle est divisée.

Les deux grands partis cherchent à nous diviser, à nous dresser les uns contre les autres. Et c'est peut-être le plus grand service que ces deux candidats rendent à la classe capitaliste : ils parlent, agissent et manœuvrent pour affaiblir la classe ouvrière.

IL FAUT UN PARTI DES TRAVAILLEURS

Mais nous appartenons à la même classe – Noirs, Blancs, Latinos et tout autre qui doit travailler chaque jour juste pour vivre – hommes, femmes et enfants. Nous sommes une classe, nous avons nos intérêts et ils sont distincts et séparés de ceux des autres classes.

Nous avons besoin de notre propre parti. Mais il n'existe pas. C'est le problème auquel nous sommes confrontés et c'est un problème depuis longtemps. La classe ouvrière a besoin de son propre parti, un parti comptant des centaines de milliers de gens, prêts à mener la bataille.

Nous construirons ce parti, un vrai parti, exactement de la même façon que les travailleurs ont, à un moment, construit des syndicats de masse pour eux-mêmes – des syndicats que la classe capitaliste s'est battue pour empêcher ou pour rendre illégaux. Quoique ces syndicats soient devenus, il faut nous souvenir de la manière dont nos prédécesseurs les ont obtenus. Il y a plus de quatre-vingts ans, les travailleurs se sont battus pour des augmentations de salaire, ils se sont battus contre la faim, contre la police qui attaquait les piquets de grève, arrêtait ou tuait les militants.



Les cinq candidats de Working Class Fight, dans le Michigan, en 2014.

A travers ces luttes, ces travailleurs construisirent leurs propres organisations.

Nous construirons un parti de la classe ouvrière de la même façon. Un parti ouvrier digne de ce nom apparaîtra au travers des luttes des travailleurs, luttes pour lesquelles la classe ouvrière se mobilisera pour imposer ses propres solutions aux problèmes de la société.

Aujourd'hui la classe ouvrière ne se bat pas – tout du moins pas au niveau nécessaire pour prendre son destin en main. Mais des gens se battent bien ici ou là, des gens qui parfois essaient d'étendre leurs luttes à d'autres travailleurs.

DANS LE MICHIGAN

Et il y a des gens qui essaient de pénétrer dans l'arène politique – au moins dans le Michigan.

En 2014, cinq personnes se sont présentées comme candidats indépendants, en demandant aux gens de voter pour eux, pour montrer leur accord avec l'idée que les travailleurs devaient s'organiser de façon indépendante. Ils disaient alors que la classe ouvrière ne peut se défendre qu'en menant une lutte collective.

Il n'y eut que cinq candidats, dans seulement un État, mais il y eut un résultat : 17 000 personnes exprimèrent leur accord avec eux à travers leur vote. Cette campagne de 2014 a ouvert une voie qu'il fallait suivre.

Ces cinq candidats, et ceux qui se sont organisés autour de cette campagne de 2014, ont essayé de s'appuyer dessus pour 2016. Ils ont fait le travail nécessaire pour présenter un parti politique dans tout l'État

du Michigan. Ils ont obtenu les signatures de plus de 50 000 personnes, dont la plupart ont signé pour montrer leur accord avec l'idée principale de cette campagne, c'est-à-dire que les travailleurs ont besoin de leur propre parti, un parti représentant leur classe.

Pour que la base de classe de ce parti soit bien claire, il fut appelé le Parti de la classe ouvrière (Working Class Party).

50 000 signatures devraient être plus que suffisantes, mais rien n'est garanti. L'État du Michigan n'a semble-t-il pas encore statué et il peut y avoir des embûches le long de la route. Mais, quoi qu'il arrive, quelque chose d'important a déjà été fait : une campagne a été menée dans les quartiers ouvriers, dans les centres commerciaux, les lieux de travail, les parcs et les fêtes locales. Au moins 50 000 personnes – et sans doute plus – ont débattu de ce problème, à savoir que les travailleurs ont besoin de leur propre parti.

Si le Parti de la classe ouvrière peut effectivement se présenter, cela ne signifie pas que les travailleurs auront construit un vrai parti. Mais son nom sur le bulletin de vote est une façon de planter un drapeau, de dire qu'il y a besoin d'un parti de la classe ouvrière.

Toute personne qui est d'accord qu'il manque un tel parti peut le dire en votant pour des candidats enregistrés au nom du Parti de la classe ouvrière, exactement comme des dizaines de milliers ont déjà exprimé leur accord en signant la pétition pour le nouveau parti.

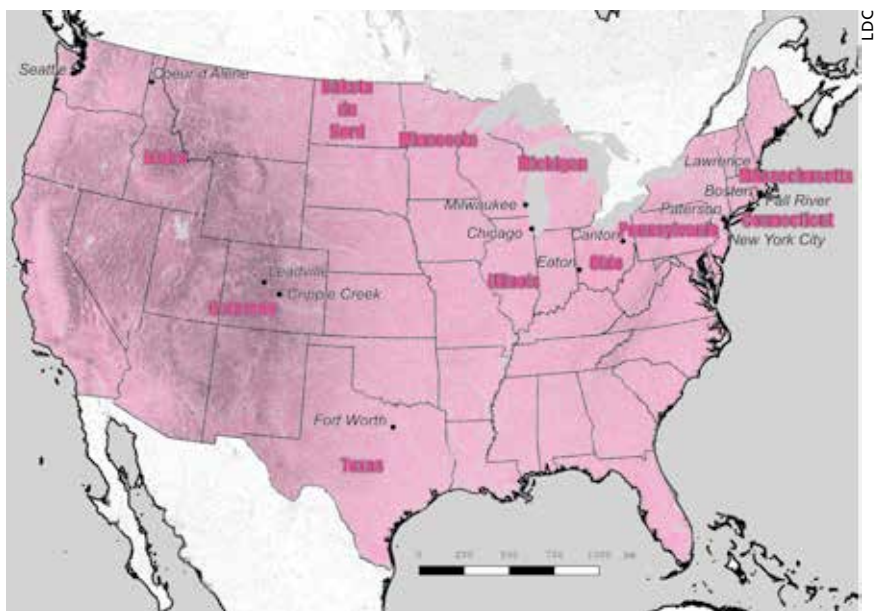
En novembre, les travailleurs du Michigan devraient pouvoir dire avec leur vote ce qu'ils veulent vraiment : un parti pour leur classe.

31 juillet 2016



La construction d'un parti ouvrier aux États-Unis : histoire d'un long combat

Nous publions ci-dessous la traduction d'un second article de la revue trotskyste américaine *Class Struggle* (n° 90, août-septembre 2016). Ce texte porte plus spécifiquement sur l'histoire des tentatives de construction d'un parti ouvrier aux États-Unis.



Aujourd'hui, la classe ouvrière américaine ne possède pas son propre parti politique. Contrairement à de nombreux pays d'Europe, elle n'en a jamais créé un. De nombreuses personnes prétendent que la situation des États-Unis a toujours empêché un tel développement.

Mais en réalité, malgré les différences, la classe ouvrière américaine n'a rien d'unique. Elle vit dans le même système capitaliste basé sur l'exploitation des travailleurs. Et elle a mené des luttes aussi explosives que celles qui ont amené ses sœurs d'autres pays à constituer leur propre parti.

Il y a 129 ans, Engels s'est penché sur cette question dans un petit texte, *The Labor Movement in America* (Le mouvement ouvrier en Amérique)¹. En 1887, Engels écrivait que nombreux étaient ceux qui pensaient alors, en Europe et aux États-Unis, qu'il n'y avait pas de classe ouvrière au sens classique du terme aux États-Unis,

¹ Ce texte était une préface à la première édition anglaise de *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, parue aux États-Unis en 1887. Une version française est disponible sur : https://www.marxists.org/francais/engels/works/1887/01/fe_18870126.htm

et qui en concluait que, dans ce pays, il ne pouvait pas y avoir de luttes de classe comparables à celles qui caractérisaient l'Europe, avec leur corollaire, la possibilité du socialisme.

Engels discutait des éléments qui donnaient quelque crédibilité à ce point de vue. Pendant de nombreuses décennies, les États-Unis avaient été marqués par le libre accès à la terre, contrairement à l'Europe, et cela avait permis à une proportion non négligeable d'ouvriers de quitter les villes et de se transformer en petits agriculteurs. Pendant toute une période, la classe capitaliste, qui croissait rapidement, avait réussi à trouver la main-d'œuvre dont elle avait besoin en puisant dans le réservoir des nouveaux immigrants, dont certains cherchaient ensuite à échapper, ou à faire échapper leurs enfants à la pénible condition du salariat. Dans ce vaste pays qui rendait toute organisation difficile, la terre était considérée comme une sorte de soupape de sécurité permettant de désamorcer les conflits et d'empêcher les travailleurs de prendre conscience de leurs intérêts de classe.

Tout cela avait fort bien pu être tout à fait exact mais, en 1887, l'histoire était en train de

rattraper les États-Unis. Aux yeux d'Engels, les combats pour la journée de huit heures en 1886 et les organisations qui sortirent de ces luttes ne montraient pas seulement que la classe ouvrière américaine était capable de mener une lutte étendue à l'échelle d'une bonne partie de ce vaste pays. Ils montraient également que cette classe ouvrière traversait à un rythme soutenu des étapes que ses sœurs européennes avaient mis des décennies à franchir. Et Engels concluait que les travailleurs américains étaient d'ores et déjà devenus conscients du fait qu'ils « *formaient une classe nouvelle et distincte dans la société américaine, une classe pratiquement constituée de salariés plus ou moins héréditaires, c'est-à-dire de prolétaires.* »

Il reste donc à déterminer pourquoi le mouvement ouvrier des États-Unis n'a pas continué à construire ce qui avait été construit en Europe, c'est-à-dire son propre parti politique.

LA LUTTE POUR LA JOURNÉE DE HUIT HEURES

Les travailleurs américains ont commencé à lutter depuis que ce que l'on appelle le capitalisme moderne a apporté tous ses obstacles « modernes », que l'on retrouve partout dans le monde : une pauvreté larvée, le chômage et les crises et dépressions périodiques. Les années 1870, c'est-à-dire la décennie qui avait précédé le mouvement pour la journée de huit heures, avaient été marquées par une longue et profonde dépression économique. Les entreprises baissaient régulièrement les salaires, et les travailleurs menaient des grèves désespérées pour tenter de s'y opposer. C'était l'époque des grèves longues et dures des mineurs du charbon de Pennsylvanie, des grèves de masse dans le textile à Fall River, Massachusetts,



La répression des grévistes de Baltimore, en 1877.

et de la grande révolte du rail (Great Railroad Uprising) de 1877, à laquelle avaient participé 100 000 cheminots, ainsi que des dizaines de milliers de chômeurs.

Le mouvement ouvrier avait certainement dû faire face à une sévère répression, avec notamment la pendaison de 19 grévistes durant la grève dans les mines de charbon de Pennsylvanie. Mais il n'en reste pas moins que, durant la décennie suivante, les travailleurs construisirent sur les expériences accumulées durant ces grèves. En 1885, ils obtinrent une victoire retentissante contre trois compagnies de chemins de fer détenues par le baron voleur Jay Gould. Cette victoire constitua un encouragement pour les autres travailleurs. Cette même année, quelques petits syndicats lancèrent un appel à une grève nationale pour la journée de huit heures. L'obtention de cette revendication aurait constitué

un progrès considérable : le temps de travail quotidien de la plupart des travailleurs était en effet couramment de 12 à 14 heures. Cette grève bénéficia d'un large soutien. Le 1^{er} mai 1886 et les jours suivants, plus de 350 000 travailleurs posèrent les outils à travers tout le pays. À Chicago, environ un quart des travailleurs étaient en grève. Des dizaines de milliers arrêtaient le travail au bout de huit heures, souvent avec l'accord du patron qui voulait ainsi éviter une grève.

Cette fois encore, les capitalistes et leur gouvernement répondirent par une répression massive, par la force brutale, comme Engels l'appelait. À Chicago, qui était le foyer de la grève, la police arrêta huit dirigeants en les accusant d'assassinats. Un an plus tard, cinq d'entre eux étaient exécutés.

Mais les travailleurs poursuivirent le combat qu'ils avaient commencé pour imposer

ser à la classe capitaliste une réduction du temps de travail. Il est notable qu'à la suite de ce mouvement, ils constituèrent rapidement une organisation unique sur le plan national, les Chevaliers du travail (The Knights of Labor). Cette organisation connut une croissance rapide durant les trois premières années, passant de 52 000 à 700 000 membres. Pendant la seule année 1886, ses effectifs s'accrurent de 600 000 membres. Les Chevaliers du travail étaient la première organisation nationale créée par la classe ouvrière américaine en tant que telle. Cette organisation visait à regrouper tous les travailleurs : qualifiés et non qualifiés, les Blancs comme les Noirs, nés sur le sol américain et immigrants, hommes et femmes. Elle représentait toutes les nuances d'opinion présentes au sein de la classe ouvrière. Quel était le ciment de cette organisation ? L'idée que les travailleurs ont des intérêts communs contre un ennemi commun, la classe des patrons, et que lorsqu'ils se rassemblent ils sont bien plus puissants.

Cette même année 1886, les travailleurs commencèrent également à se faire entendre sur le plan politique. Les unions de travailleurs essayèrent de mettre sur pied des partis de la classe ouvrière dans un certain nombre de villes, dont New York, Chicago et Milwaukee, mais également à Fort Worth dans le Texas, Eaton dans l'Ohio, et Leadville dans le Colorado, villes où des candidats ouvriers furent présentés aux élections de 1886.

Engels considérait que, dans ce mouvement, les travailleurs américains avaient davantage accompli en dix mois que les travailleurs européens en plusieurs décennies : ils avaient compris qu'ils faisaient partie de la même classe.

Mais, comme l'écrivait En-

gels, « tout cela n'est qu'un début. Que les masses laborieuses sentent leur communauté d'intérêts et de griefs, leur solidarité de classe en opposition à toutes les autres classes, qu'elles doivent mettre en branle, pour donner corps et expression à ces sentiments, toute la machinerie politique qui existe à cette fin dans les pays libres, tout cela n'est que la première étape. L'étape suivante consiste à trouver le remède commun à ces problèmes communs, et à l'incarner dans la plateforme d'un parti ouvrier. Et cette étape, qui est la plus importante et la plus difficile à accomplir, les travailleurs américains doivent encore la franchir. »

Élaborer cette plateforme du « remède commun aux problèmes communs » n'est pas facile. En Europe, où le capitalisme s'est d'abord développé à partir du féodalisme, et où la révolution industrielle a produit la première classe ouvrière industrielle de l'histoire, le mouvement ouvrier a mis plusieurs décennies à élaborer un programme cohérent, « 60 années de dissensions et de discussions », d'après Engels. Mais une fois élaboré, ce programme, qui a été fixé on ne peut plus clairement par Marx et Engels, est devenu un acquis du mouvement ouvrier, d'abord en Allemagne, pays à partir duquel il s'est ensuite diffusé à la majeure partie de l'Europe.

Mais les États-Unis étaient séparés de l'Europe par un océan qui les coupait des expériences et des débats d'idées qui traversaient le mouvement ouvrier européen. Il y avait un parti socialiste aux États-Unis, le Socialist Labor Party (SLP), dont la plupart des membres étaient des immigrants européens, et notamment d'Allemagne, où ils étaient nombreux à avoir eu accès aux écrits de Marx et d'Engels. Et certains avaient participé aux luttes des travailleurs en Allemagne et dans d'autres pays européens. Le SLP

aurait pu être un lien vital dans la transmission de ces acquis. Mais il s'est lui-même isolé en restant confiné à quelques communautés d'immigrés. La plupart des textes produits ou discutés par ce parti restaient rédigés dans des langues étrangères, et principalement l'allemand. Et de nombreux membres du SLP refusaient même d'apprendre l'anglais. Ainsi coupé du mouvement ouvrier américain, le SLP n'a pas été en mesure de transmettre les idées accumulées lors des dures batailles menées par les classes ouvrières européennes.

Il est impossible de dire ce qui aurait pu être réalisé si le SLP avait fait les efforts nécessaires pour transmettre ces idées aux travailleurs américains. Le fait que personne ne l'ait fait signifie que la classe ouvrière américaine était laissée à elle-même, obligée de faire péniblement sa propre expérience au lieu de bénéficier de celle que ses sœurs européennes avaient si chèrement accumulée.

DEBS ET LES IWW : LES IDÉES DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

En l'espace d'une décennie, la classe ouvrière américaine a commencé à produire des militants qui se sont battus pour acquérir ces idées et les apporter au mouvement ouvrier américain. Les plus importants parmi ces militants furent Eugene V. Debs et les membres des Industrial Workers of the World (IWW, Travailleurs industriels du monde).

Eugene V. Debs avait commencé en politique en tant que membre du Parti démocrate. Il était agent d'assurances d'une confrérie des chemins de fer. Il a même été élu deux fois à l'assemblée législative de l'État de l'Indiana. Mais il s'identifiait aux cheminots avec les-



Eugene V. Debs prenant la parole dans l'Ohio, en juin 1918.

quels il était quotidiennement en contact. Il pouvait voir la facilité avec laquelle les compagnies ferroviaires brisaient leurs grèves en jouant sur les divisions existant parmi les unions de métiers et les confréries du rail. Debs et quelques autres autour de lui osèrent faire le grand bond d'essayer de rassembler tous les cheminots inorganisés au sein d'une même union industrielle, l'American Railroad Union (ARU). À peine celle-ci avait-elle été créée, en 1894, que des travailleurs en grève contre la Pullman Company, autour de Chicago, lui demandèrent de les aider. Debs craignait que l'ARU ne fût pas encore prête à mener une telle lutte. Mais, sous la pression de la base, il prit part à la bataille, et cette ARU qui venait à peine de naître réussit à étendre la grève et le boycott des chemins de fer à 29 États, de Chicago jusqu'au Golden Gate de San Francisco.

L'État fédéral et les États fédérés firent intervenir la troupe et les milices, décrétèrent la loi martiale, utilisèrent les tribunaux et jetèrent Debs et d'autres dirigeants de l'ARU en prison. Le fait que les patrons aient pu vaincre l'union en utilisant des moyens légaux

contraignit Debs à revenir sur une bonne partie de ce en quoi il avait cru jusque-là. En prison, il découvrit les écrits de Marx et d'Engels. Après sa libération, il lui fallut encore de nombreuses années pour assimiler ces idées. Pendant une période, il s'approcha des idées des utopistes et des réformistes. Ce ne fut qu'à travers un lent processus qui tenait presque du tâtonnement que Debs devint un socialiste révolutionnaire. Mais une fois sa transformation réalisée, la lutte de la classe ouvrière devint le centre de toute son activité politique et il s'attacha infatigablement à permettre aux travailleurs de comprendre qu'ils ont le pouvoir de se débarrasser du capitalisme et de construire leur propre société.

Organisateur syndical et dirigeant ouvrier connu, Debs fut la principale personnalité qui participa à la création du Parti socialiste d'Amérique en 1901. Durant les deux décennies suivantes, il devint le tribun infatigable de la classe ouvrière dans tout le pays. Pour la première fois, quelqu'un apportait les idées du socialisme révolutionnaire aux travailleurs, aux chômeurs et aux paysans pauvres, traversant le

pays, faisant des discours dans les grandes agglomérations et les petites villes, exprimant de manière éloquente ce que les travailleurs ressentaient. Aux travailleurs en grève qui avaient été agressés par les gros bras des patrons et par la police, il conseillait de s'armer afin de rendre coup pour coup. Il dénonçait les guerres impérialistes de l'époque, y compris l'invasion du Mexique par les États-Unis et la Première Guerre mondiale, affirmant qu'il était un soldat de la classe ouvrière, et que la seule guerre qui valût la peine d'être menée était celle contre la classe capitaliste afin de libérer l'humanité des griffes de cette dernière. Il parlait du pouvoir de la classe ouvrière et de sa capacité à transformer la société.

Debs fut candidat à cinq élections présidentielles. Il utilisa les campagnes électorales pour élargir le rayonnement des idées qu'il défendait et permettre à de nouveaux pans de la classe ouvrière d'exprimer leurs intérêts de classe, contre les serviteurs démocrates et républicains des capitalistes et des ploutocrates.

Mais, bien que Debs fût le principal chef du Parti socialiste et que certains des membres de ce parti fussent d'accord avec lui, beaucoup d'autres considéraient essentiellement le PS comme une machine électorale et, parmi ces derniers, il y avait des carriéristes qui voulaient simplement arriver aux affaires. Pour ceux-ci, pas question de parler de lutte de classe et, contrairement à Debs, ils ne s'opposèrent pas à la Première Guerre mondiale.

Mais Debs n'était pas le seul partisan du socialisme à l'époque. Il fut rejoint par les IWW, auxquels donna naissance le syndicat des mineurs Western Federation of Miners (WFM). Celui-ci avait été créé au milieu des années 1890, à

partir de la fusion de plusieurs petits syndicats, afin d'affronter les grands groupes patronaux. Durant la décennie suivante, ce syndicat mena des grèves dures, de longue haleine et souvent sanglantes (notamment à Cripple Creek, au Colorado, Cœur d'Alene, dans l'Idaho, et dans les mines de cuivre du Michigan). Ces luttes amenèrent les chefs du WFM à prendre conscience de la nécessité pour les travailleurs de s'organiser dans une grande union. Ils commencèrent également à se revendiquer du socialisme. Le WFM devint la force motrice derrière la formation des IWW en 1905. Les IWW étaient un syndicat d'industrie qui s'était donné pour but d'unir tous les travailleurs afin de défendre leurs intérêts immédiats. Tous les travailleurs, cela voulait dire les qualifiés comme les non-qualifiés, les Noirs comme les Blancs, les immigrés comme ceux nés dans le pays, les femmes comme les hommes.

Mais les IWW avaient une ambition qui dépassait largement le syndicalisme industriel. Ils avaient compris que le capital et le travail étaient en état de guerre, et qu'il s'agissait d'une guerre de classes. Ils considéraient l'organisation au sein d'unions industrielles comme un moyen de venir à bout du capitalisme et de le remplacer par un ordre social nouveau. Lors de la convention de fondation des IWW, Big Bill Haywood déclara : « *Camarades travailleurs... C'est ici le congrès continental de la classe ouvrière. Nous sommes ici pour confédérer les travailleurs de ce pays en un mouvement de la classe ouvrière dont le but devra être de s'émanciper des chaînes du capitalisme.* »

Durant les quinze années qui suivirent, les IWW menèrent de dures batailles, comme dans les centres de production de textile de Lawrence et de Paterson. Ils organisèrent des campagnes

de syndicalisation parmi les travailleurs non qualifiés de branches comme la sidérurgie et l'automobile, qui avaient été ignorés par les chefs des fédérations de métiers du syndicat réformiste American Federation of Labor. Les IWW parvinrent souvent à organiser certains des secteurs les plus difficiles à organiser, comme celui des bûcherons itinérants ou des travailleurs agricoles. Et leurs combats allaient au-delà des luttes économiques. À une époque où les capitalistes et les politiciens empêchaient les travailleurs de s'exprimer et de se réunir dans toutes les villes du pays, les IWW menèrent des luttes au long cours pour la liberté d'expression. Ils s'opposèrent activement à la Première Guerre mondiale, qu'ils condamnaient comme guerre impérialiste, et payèrent cher cette position : ils durent faire face aux persécutions et aux arrestations de masse de la part de l'État, et au lynchage par des



ARC LDC

Devant un local des IWW, en 1917.

groupes d'autodéfense.

La direction opportuniste du Parti socialiste critiquait souvent les IWW pour leur « apolitisme », car ceux-ci refusaient de se présenter aux élections. Les IWW étaient de fait opposés aux élections, et leur opposition était une réaction aux responsables du PS qui diffusaient l'illusion que les élections pouvaient changer le sort de la classe ouvrière. En réalité, malgré toutes ses limites, la démarche des IWW était bel et bien de tenter de construire une organisation politique sur une base ouvrière.

Avec Debs et les IWW, les idées révolutionnaires et le socialisme avaient fini par quitter les cercles étroits des immigrés des grandes villes, des socialistes juifs et allemands qui ne parlaient que leur langue maternelle. Ces idées avaient fini par prendre racine dans la classe ouvrière américaine.

L'IMPACT DE LA RÉVOLUTION RUSSE

Lorsque la nouvelle de la Révolution russe de 1917 arriva aux États-Unis, de nombreux travailleurs et militants américains avaient conscience du fait qu'il s'agissait de la première révolution à l'issue de laquelle les travailleurs avaient pris et conservé le pouvoir, et que c'était donc aussi leur victoire. La Révolution russe encouragea les luttes ouvrières aux États-Unis.

Il est indéniable que c'est l'esprit révolutionnaire de l'époque, et surtout celui de la révolution bolchevique, qui rendit possible la grève générale de cinq jours à Seattle en février 1919. Les grévistes savaient qu'ils n'étaient pas sur le point de faire la révolution. Mais c'était bien là le but que beaucoup avaient en tête. Et durant une courte période, le pouvoir fut entre les mains du

comité de grève générale et la ville cessa de fonctionner, à l'exception des activités organisées par les grévistes pour assurer les services de base, y compris l'organisation de travailleurs armés pour maintenir l'ordre. La grève fut finalement défaite. Mais les textes écrits à l'époque montrent que les travailleurs avaient senti leur propre pouvoir au cours de cette grève, et que beaucoup avaient compris que leur classe pouvait mettre en place un nouvel ordre social.

Ce qu'ils avaient fait leur donna une vision bien plus large de la lutte de classe et du rôle de la classe ouvrière américaine. Quelques mois après cette grève, les dockers de Seattle interceptèrent une cargaison de machines à coudre qui contenait en fait des fusils Remington, que l'État américain voulait livrer par bateau aux armées blanches contre-révolutionnaires à Vladivostok. Les dockers de Seattle parcoururent ensuite toute la côte ouest pour inciter leurs collègues des autres ports à faire de même. C'était là une aide très précieuse pour défendre la Révolution russe.

La grève générale de Seattle s'inscrit au milieu de la vague de grèves la plus importante que le pays eût jamais connue, touchant un travailleur sur cinq en 1919. On compta 350 000 grévistes dans la métallurgie, 120 000 dans le textile et 30 000 dans les soieries. À Boston, la police elle-même se mit en grève et, à New York, la grève toucha les cigarettiers, les chemisiers, les charpentiers, les boulangers, les chauffeurs de camions et les coiffeurs. À Chicago, la presse rapporta que le nombre de grévistes n'avait jamais été aussi important.

L'État répondit à cette vague de grèves et à cette radicalisation des masses par une violente répression, avec notamment en 1919-1920 une série de raids et d'arrestations dits Palmer

raids, du nom du procureur général des États-Unis, Alexander Mitchell Palmer. Des agents fédéraux organisèrent des razias coordonnées pour rafler des milliers d'immigrés dans tout le pays, les emprisonnèrent pour de longues périodes avant de les expulser. À New York, le FBI avait arrêté un typographe anarchiste et l'avait gardé en prison pendant des semaines, après quoi il le fit jeter par la fenêtre du 14^e étage d'un immeuble. Sacco et Vanzetti, deux travailleurs anarchistes arrêtés sur la base d'accusations créées de toutes pièces, furent exécutés sept ans plus tard. Les grandes entreprises mirent en œuvre des « plans américains », incitant la population à la délation afin de déraciner les syndicats et les militants. Et le Ku Klux Klan reprit son activité. En 1924, il avait grandi jusqu'à rassembler 4 500 000 membres, au nord comme au sud du pays, et il ne se contentait pas de mettre en scène des parades et des manifestations gigantesques : il lynchait les Noirs et assassinait les militants syndicaux.

La vague de grèves recula à la fin de 1919. Confrontés aux limites du mouvement, aussi puissant qu'il ait été, les militants poussèrent les syndicats à mettre en place des partis de la classe ouvrière. Dans plusieurs États (Illinois, Connecticut, Pennsylvanie, Dakota du Nord, Minnesota, Ohio, etc.), ils tentèrent de présenter leurs propres candidats. La fédération du travail de Chicago mit sur pied un parti des travailleurs agricoles et présenta un candidat à l'élection présidentielle de 1920.

Mais la réponse la plus significative à la répression fut la dernière campagne présidentielle menée par Debs, en 1920. Vieux et malade, Debs avait déjà essayé de réduire considérablement son activité politique. Mais en 1920 il purgeait une peine de prison de dix ans pour

s'être opposé à la mobilisation et à l'effort de guerre dans un discours prononcé à Canton, dans l'Ohio, en juin 1918. Le discours de Canton était une condamnation du capitalisme et un vivant plaidoyer pour le socialisme. Il constituait l'affirmation que la classe ouvrière américaine pouvait construire son propre pouvoir et faire la révolution.

« On nous dit que l'on vit dans une république grande et libre, que nos institutions sont démocratiques et que nous sommes un peuple libre qui se gouverne lui-même. On pourrait presque en rire, disait-il dans ce discours. L'histoire est parsemée de guerres menées pour conquérir et piller... et c'est la guerre, en un mot. Les guerres ont toujours été déclarées par la classe dominante et menées par la classe dominée. » Et Debs appelait à la révolution : « Oui, sous peu, nous allons prendre le pouvoir dans ce pays et dans le monde entier. Nous allons détruire toutes les institutions capitalistes, qui génèrent l'esclavage et la dégradation de l'homme, et créer de nouvelles institutions, libres et humaines. Le monde est en train de changer sous nos yeux. Le soleil du capitalisme est en train de se coucher. Celui du socialisme se lève. »

Durant le procès qui lui fut fait pour infraction à la loi sur l'espionnage, Debs refusa de reculer : « On m'a accusé de faire obstacle à la guerre déclara-t-il au jury, je l'admets. Messieurs, je déteste la guerre. Je m'opposerais à elle même si j'étais tout seul... J'éprouve de la sympathie pour ceux qui souffrent, ceux qui se battent, partout, quel que soit le drapeau sous lequel ils sont nés et où qu'ils vivent. » Après que le jury l'eut déclaré coupable d'infraction à la loi sur l'espionnage, et avant le prononcé de la sentence, Debs fit au juge la déclaration suivante : « Votre Honneur, il y a des années, j'ai pris conscience de mon

affinité avec tous les êtres vivants, j'ai compris que je n'étais pas meilleur que le plus mauvais d'entre eux. Je disais – et je dis encore aujourd'hui – que tant qu'il y aura une classe dominée, je serai à ses côtés, tant qu'il y aura des criminels, j'en serai, et tant qu'il y aura quelqu'un en prison, je ne serai pas libre. »

Debs mena sa campagne présidentielle de 1920 depuis sa prison, en plein cœur de la répression déclenchée par la « peur rouge », alors que tant d'autres travailleurs et militants avaient été emprisonnés, expulsés ou assassinés. Il exprimait une fois encore sa confiance dans la capacité de la classe ouvrière à prendre le pouvoir et libérer l'humanité des maux du capitalisme. Comme Debs ne pouvait quitter sa cellule, ce furent d'innombrables gens ordinaires à travers le pays qui menèrent sa campagne. Debs obtint un million de voix, c'est-à-dire plus qu'à aucune autre élection à laquelle il avait participé. Face à la montée de la répression, les travailleurs s'étaient servis du bulletin de vote Debs pour exprimer leur défiance face aux capitalistes et proclamer leur conviction du fait que la classe ouvrière pouvait construire un autre avenir.

Les idées du socialisme et du pouvoir de la classe ouvrière qui s'étaient formées dans la Révolution russe étaient maintenant transplantées sur le sol américain. En 1919, l'aile gauche du Parti socialiste avait scissionné, pour constituer, avec des éléments des IWW et d'autres militants radicaux, le Parti communiste qui se fixait pour but de faire la révolution aux États-Unis. Ce parti était très petit et n'avait aucune expérience. La plupart de ses membres venaient d'organisations très éloignées de la tradition bolchevique qui avait été essentielle pour rendre la révolution possible en Russie. Et la

répression qui s'abattit sur lui, conjuguée à la guerre civile en Russie, firent que les communistes américains étaient largement coupés des bolcheviques en Russie, qui auraient pu les aider et les guider.

Mais un nouveau parti était né, qui se proclamait révolutionnaire et communiste.

LES ANNÉES 1930 ET 1940 : LE RÉVEIL DU VOLCAN ENDORMI

Avec le développement de la Grande dépression qui suivit la crise de 1929, et constitua la crise la plus grave qu'ait connue le capitalisme jusque-là, le nombre de chômeurs, de sans-abri, d'affamés et de miséreux explosa. La classe ouvrière, qui avait été battue et démoralisée durant la décennie précédente, réagit lentement, comme un volcan endormi. Mais quand elle finit par se réveiller, elle déclencha une mobilisation de masse, tout spécialement chez les ouvriers non qualifiés, cette partie considérable de la classe ouvrière que le mouvement syndical avait toujours ignorée.

Afin d'écraser les travailleurs, l'appareil d'État mena une quasi-guerre civile au cours de laquelle des centaines de travailleurs furent tués, des milliers blessés, et des dizaines de milliers arrêtés. Les travailleurs américains se trouvaient à nouveau face à la violence de l'État dans sa forme brutale et nue. En dépit des illusions qui ont pu être véhiculées depuis à propos de Roosevelt et du New Deal, ce fut l'administration Roosevelt qui orchestra ces atrocités. Résumant six mois de New Deal, entre le 1^{er} juillet 1933 et le 1^{er} janvier 1934, l'ACLU (Union américaine pour les libertés civiles) ne mâchait pas ses mots : « Jamais dans notre histoire les droits des travailleurs n'ont été aussi large-



La brigade des femmes en soutien aux grévistes de Flint, en 1937.

ment violés par des décisions de justice et par l'intervention de l'armée, de polices privées, de shérifs, de jaunes dans les usines et de groupes d'autodéfense.»

Les travailleurs répondirent par des grèves de masse et des grèves générales qui tournèrent parfois à des insurrections urbaines, et des occupations d'usines, au cours desquelles les ouvriers imposèrent leurs syndicats à la classe capitaliste. En quelques années, quatre millions de travailleurs furent organisés. Le but de toutes ces luttes n'était pas d'organiser un syndicat, mais une classe entière. Dans leurs combats, les ouvriers ne mettaient pas simplement en avant le but de former des syndicats, mais de mettre en place le congrès d'organisation du monde du travail, une union unique de tous les travailleurs, sorte d'écho à l'objectif des anciens IWW.

Trotsky écrivit à ce sujet que *«la vague de grèves sans précédent et la croissance extrêmement rapide du syndicalisme dans l'industrie aux États-Unis (CIO) est l'expression la plus indéniable de l'élan instinctif des travailleurs américains pour se hisser au niveau des tâches qui leur sont imposées par*

l'histoire».

Une nouvelle fois, c'étaient des luttes explosives, au cours desquelles la classe ouvrière montra sa capacité à s'organiser, à se mobiliser et à se battre, qui avaient mis en place les conditions favorables. Mais, pour mettre à profit ce contexte, les travailleurs avaient non seulement besoin de prendre conscience de leurs propres forces, mais également, pour reprendre la formule d'Engels, de *«trouver un remède commun à leurs problèmes communs».* Dans un contexte caractérisé par un capitalisme en pleine décadence, cela ne signifiait rien de moins que d'imposer leur capacité à construire une société socialiste.

Dans cette situation, une organisation de militants révolutionnaires aurait pu utiliser son influence sur les luttes pour ouvrir cette voie à la classe ouvrière.

Les militants du Parti communiste avaient dirigé les principales vagues d'organisation, grèves et manifestations qui avaient permis de construire les syndicats, des mines de charbon à l'industrie automobile, en passant par la métallurgie, le caoutchouc, les dockers,

les chantiers navals, les ouvriers agricoles et les métayers de l'Ouest et du Sud. D'autres militants étaient bien sûr également actifs. Mais c'étaient le PC et ses militants qui avaient gagné la confiance et le respect de la majeure partie de la classe ouvrière.

Cependant, le PC n'utilisa pas l'influence que ses militants avaient gagnée au sein de la classe ouvrière pour proposer à cette dernière la voie dont elle avait besoin pour avancer. Au lieu de cela, il renforça la bureaucratie syndicale que Roosevelt et la bourgeoisie avaient mise en place au-dessus du syndicat CIO que les travailleurs venaient de constituer. Et en effet les militants communistes dirent aux travailleurs que le seul objectif de leur mouvement, de tous les sacrifices qu'ils avaient consentis et du sang qu'ils avaient versé, était de créer un appareil syndical qui négocierait avec l'entreprise pour obtenir une amélioration des conditions de leur exploitation, tout en laissant la politique aux « amis des travailleurs » censés se trouver dans les rangs du Parti démocrate, à commencer par Roosevelt.

Le Parti communiste avait ainsi livré la classe ouvrière à ses ennemis. C'était une trahison sans précédent.

Le parti qui s'était inspiré de la Révolution russe, lors de sa constitution en 1919, n'aspirait plus à organiser une révolution ouvrière. Il était maintenant sous la domination de la bureaucratie stalinienne qui dirigeait l'Union soviétique et avait arraché le pouvoir à la classe ouvrière, à la faveur de l'encerclement et de l'isolement de la Révolution russe. Cette bureaucratie, uniquement intéressée à la conservation de son pouvoir et de ses privilèges, oscillait entre la classe ouvrière et l'impérialisme. L'arrivée au pouvoir de Hitler et du fascisme en Allemagne en 1933 repré-



La grève générale à Oakland en Californie, en 1946.

sentait une menace mortelle, non seulement pour la classe ouvrière, mais pour la bureaucratie stalinienne elle-même. Celle-ci réagit en recherchant des alliances avec les puissances impérialistes rivales de l'Allemagne hitlérienne. Aux États-Unis, le Parti communiste apporta son soutien à Roosevelt et aux démocrates, c'est-à-dire qu'il soutenait sa propre bourgeoisie et le gouvernement qui était au service de celle-ci.

Alors qu'aucune politique révolutionnaire n'était proposée à la classe ouvrière, il y eut néanmoins des militants syndicaux pour pousser à la constitution d'un parti politique ouvrier qui serait une extension des syndicats. C'était une tentative de briser la camisole du bipartisme que les bureaucrates syndicaux et les staliens avaient imposée. En 1935 et en 1936, dans des dizaines de villes du pays, des syndicats présentèrent des candidats à des mandats locaux.

Lors de la convention de 1935 de l'American Federation of Labor (AFL), 16 syndicats différentes appelèrent à la création d'un parti travailliste. En mai 1936, lors d'un congrès national des ouvriers de l'automobile, une écrasante majorité adopta une résolution condamnant le Parti démocrate et le Parti républicain comme des partis contrôlés par le capital et appelant à constituer un parti des travailleurs à l'échelle nationale avec l'AFL.

Mais tous ces efforts furent rapidement dévoyés. Avec l'aide du PC, la bureaucratie syndicale en pleine croissance canalisait et contenait toutes ces luttes et ces initiatives, les transformant en mouvements de soutien aux démocrates, même lorsque ces derniers préparèrent l'entrée en guerre du pays. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, les bureaucrates syndicaux et le PC collaborèrent avec Roosevelt pour imposer à la classe ouvrière l'engagement de ne pas

se mettre en grève.

Les travailleurs se voyaient ainsi privés de toute perspective politique propre. Et les conditions les plus favorables jamais connues dans l'histoire du mouvement ouvrier ne furent pas exploitées. La classe ouvrière continue de payer aujourd'hui les conséquences de cette défaite. Elle a été empêchée de s'organiser politiquement. Cette défaite historique a marqué toute la période qui a suivi.

LA LUTTE DE CLASSE

La classe ouvrière américaine n'a certes pas cessé de lutter, au contraire. En 1945 et en 1946, elle s'engagea dans une des plus grandes vagues de grèves de son histoire. Mais, aussi massives qu'elles fussent, ces grèves étaient contenues et contrôlées par les appareils des syndicats et les staliens dès le début. Les travailleurs

américains, qui s'étaient hissés au cours des années 1930 « *au niveau des tâches qui leur sont imposées par l'histoire* », comme l'avait écrit Trotsky, furent conduits dans une impasse par ceux en qui ils avaient placé leur confiance. Ils furent vaincus par la bourgeoisie et son État.

Durant les années 1950 et 1960, le mouvement des droits civiques pour l'émancipation des Noirs, qui touchait les pans les plus opprimés de la classe ouvrière, affronta l'État de manière répétée. Il atteignit son point culminant avec les révoltes urbaines des années 1960. La mobilisation de la population noire ébranla le capitalisme. Cependant, les syndicats restèrent à l'écart durant toute cette lutte. Ce seul fait montre la vitesse à laquelle ces organisations de la classe ouvrière étaient devenues des coquilles vides, réactionnaires et corporatistes.

Si Debs, qui avait fait de la prison pour s'être opposé à la Première Guerre mondiale, avait été encore en vie dans les années 1960, il aurait certainement appelé à organiser une opposition ouvrière à la guerre du Vietnam. Et qui sait ce qu'aurait pu être l'aboutissement de ces luttes, dans l'atmosphère explosive de l'époque. Le mouvement contre la guerre s'étendait à l'armée, les soldats, c'est-à-dire la jeunesse ouvrière, se révoltaient et refusaient d'être transformés en chair à canons ; il y eut des mutineries, des offi-

ciers se faisaient tuer par leurs subordonnés avec des grenades à fragmentation. C'était l'appareil d'État entier qui était défié de l'intérieur.

Mais, cette fois encore, les appareils syndicaux n'apportèrent aucune aide. Ceux qui ne soutenaient pas explicitement la guerre restèrent silencieux, dans un profond respect de l'ordre social capitaliste.

Une partie des travailleurs affrontaient l'État bourgeois tandis qu'une autre frange de la classe ouvrière minait celui-ci de l'intérieur. Mais, sans la conscience des travailleurs de leurs propres possibilités, de ce qu'ils pouvaient accomplir en se mobilisant, cette situation était condamnée à rester inexploitée.

CONCLUSION

Cette très longue période a été caractérisée à la fois par le niveau insuffisant des luttes et de la conscience politique des travailleurs, les deux étant la conséquence de trahisons perpétrées il y a plusieurs décennies. Et le phénomène n'est pas propre aux États-Unis. La classe ouvrière a connu un processus similaire dans tous les grands pays impérialistes, car les mêmes facteurs y étaient à l'œuvre. Les grands partis que les travailleurs avaient construits il y a plusieurs décennies, que ce soient les partis travaillistes, socialistes ou

communistes, ont été intégrés dans le système politique bourgeois. Ils ont soit cessé de représenter les intérêts de la classe ouvrière, soit cessé d'exister.

Mais la lutte des classes continue. Aujourd'hui, elle est essentiellement menée par la bourgeoisie, qui continue de dégrader les conditions de vie des travailleurs dans le monde entier afin de maintenir voire d'augmenter ses profits et sa richesse, alors même que le système économique est en crise depuis des décennies.

Mais nous avons toutes les raisons de nous attendre à ce que les travailleurs se soulèvent et, lorsqu'ils le feront, à ce que leurs luttes soient explosives. Ils auront alors besoin de leur propre organisation politique, animée par une volonté de fer et déterminée à combattre pour une perspective nouvelle, qui rompra à la fois avec les voies désastreuses empruntées par les partis réformistes et staliens européens, et celles de la bureaucratie syndicale américaine, qui ne valent guère mieux. Si ces nouvelles luttes permettent l'apparition de militants ayant la conscience, la volonté et la détermination nécessaires pour se battre pour une perspective révolutionnaire, la classe ouvrière américaine pourra non seulement construire son propre parti, mais la révolution sera à l'ordre du jour.

27 juillet 2016



Leur Côte d'Ivoire à eux, les riches, n'est pas la même que celle des travailleurs

Nous publions ci-dessous un extrait du journal *Le pouvoir aux travailleurs* (n° 225, 10 septembre 2016), publication de nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI), éditée à Abidjan.

Toutes les occasions sont bonnes pour l'actuel président de s'autoféliciter. Et quand ce n'est pas directement lui qui le fait, la presse gouvernementale, la télé et la radio s'en chargent à longueur de journée. Des athlètes ivoiriens rapportent des médailles, c'est grâce à « *l'esprit nouveau* » insufflé par le président ! Des artistes ont quelques succès au-delà des frontières nationales, c'est encore lui qui essaye de tirer la couverture. Partout on n'entend que le couplet sur la « *Côte d'Ivoire qui gagne* ».

Ils nous disent que l'économie ivoirienne va très bien ; ils sont ravis des bons chiffres de la croissance économique que la Banque mondiale a attribués à la Côte d'Ivoire et du palmarès annuel de cette institution financière plaçant ce pays comme la « première puissance subsaharienne ». Mais les travailleurs n'ont pas à en être fiers car leurs conditions d'existence ne font qu'empirer. Ce sont les salaires de misère, les cadences infernales, les heures supplémentaires non payées, les contrats journaliers, le travail non déclaré à la CNPS [Caisse nationale de prévoyance sociale, sous la tutelle de l'État], etc.

De plus, nos maigres salaires sont rongés par l'augmentation

des prix des denrées, du loyer, du transport, de l'électricité, entre autres. La rentrée scolaire qui s'approche n'annonce rien de bon pour les familles à revenus modestes car elle va générer des dépenses supplémentaires, pour une scolarisation de plus en plus dégradée. C'est cela la Côte d'Ivoire des pauvres, ce n'est pas la même que celle des riches.

Cette situation injuste ne peut pas durer éternellement. Il faut que ça change un jour. Ceux qui détiennent actuellement le pouvoir feront tout pour maintenir cet ordre établi en faveur des capitalistes car non seulement ils sont pieds et poings liés aux intérêts exclusifs des possédants mais eux-mêmes font partie du monde des exploités. Quant au FPI, le principal parti d'opposition, même s'il paraît élever le ton en ce moment contre le pouvoir, ce n'est pas du tout sur le terrain des travailleurs et des couches populaires. Les dirigeants de ce parti disent qu'ils vont mobiliser leurs adhérents et sympathisants contre la réforme constitutionnelle telle qu'elle sera proposée par Ouattara lors du prochain référendum. Ils vont peut-être organiser des marches et des meetings mais les travailleurs et les petites gens n'ont aucun intérêt à se

laisser distraire par leurs discours démagogiques. Ils n'ont rien à attendre de ces politiciens-là car lorsqu'ils étaient hier au pouvoir derrière Gbagbo, ils ont aussi contribué à l'exploitation des travailleurs et des petits paysans et à l'aggravation de leurs conditions d'existence.

Pour changer leur sort, les exploités ne peuvent compter que sur leurs seules forces. Les seules améliorations qu'ils peuvent attendre, ils ne les obtiendront que grâce à leurs luttes.

LES TRAVAILLEURS NE DOIVENT PAS ÊTRE LES LAISSÉS-POUR-COMPTE DE L'« ÉMERGENCE », FAÇON OUATTARA

Selon les estimations de la Banque mondiale, le taux de croissance de la Côte d'Ivoire en 2016 atteindra 8,5 %. Ce pays attire en effet de plus en plus de capitaux grâce à sa relative stabilité politique retrouvée après plusieurs années de crise et de guerre. Les grands capitalistes de l'ancienne puissance coloniale sont les premiers à se frotter les mains. Déjà l'année dernière, l'ambassadeur de France de Côte d'Ivoire déclarait avec une certaine fierté :

«Aujourd'hui [le 14 juillet 2015], les entreprises françaises établies en Côte d'Ivoire emploient directement 40 000 personnes, contribuent à hauteur de 50 % aux recettes fiscales et de 30 % au produit intérieur brut (PIB).» Ce sont en effet les Bouygues (eau, électricité, BTP), les Bolloré (chemin de fer, port à conteneurs, hévéa, cigarettes), les Colas (construction de routes) et autres opérateurs de la téléphonie comme Orange, qui sont les premiers bénéficiaires de cette croissance économique.

Mais cette richesse ne tombe pas du ciel. Elle provient de l'exploitation féroce des travailleurs des villes et des campagnes. Ce sont les bas salaires et les conditions inhumaines qu'ils imposent à la classe laborieuse qui permettent aux capitalistes d'amasser des fortunes et aux dirigeants politiques de s'enrichir en vidant les caisses de l'État.

Oui, dans ce pays les riches deviennent de plus en plus riches. Les villas, les belles voitures et les magasins de luxe fleurissent dans les beaux quartiers. Mais pour la grande majorité de la population, c'est la misère au quotidien. Au fil des ans le niveau de vie des travailleurs recule. Les loyers, le prix des transports, de la nourriture, de la scolarité des enfants (pour ne citer que quelques-unes des principales dépenses des familles pauvres) augmentent sans arrêt alors que les salaires ne suivent pas.

Mais cette réalité-là n'est pas une fatalité. Les travailleurs, par leur nombre et la position qu'ils occupent dans l'économie, ont les moyens d'imposer leurs droits à une existence décente. Ce sont eux qui produisent les richesses, construisent les routes et les bâtiments, entretiennent les machines et conduisent les engins. Sans eux, rien ne fonctionnerait. Leur arme principale pour changer cet état de choses, c'est

la grève. Ils ont déjà montré maintes fois leur force lors des récentes luttes dans le secteur du bâtiment mais aussi dans les usines, dans le port et le transport public, entre autres. Ils ont montré qu'ils ont la capacité de s'organiser et de faire aboutir leurs revendications lorsqu'ils sont déterminés. Ils peuvent s'appuyer sur leur expérience des luttes passées pour en mener d'autres, plus larges, pour être plus forts. C'est la seule manière de se faire craindre et d'imposer notre droit à une vie digne au patronat et au gouvernement à son service.

LEURS DÉBATS SUR LA RÉFORME CONSTITUTIONNELLE, DE LA POUDRE AUX YEUX POUR MASQUER LES VRAIS PROBLÈMES

Depuis plusieurs mois, la vie politique en Côte d'Ivoire tourne autour de la question du projet de réforme constitutionnelle que Ouattara a décidé de soumettre au référendum à la fin du mois d'octobre.

Il veut créer un poste de vice-président qui prendrait la place de chef de l'État en cas de vacance de pouvoir, un Sénat dont les membres ne seraient pas élus mais désignés, une «*Chambre des rois*» où siègeront des roitelets traditionnels bénéficiant de salaires et autres avantages aux frais de l'État. C'est ainsi qu'il veut, selon ses propres termes, «*promouvoir la culture et les valeurs de la Côte d'Ivoire nouvelle*». Remettre ces parasites fossiles du Moyen Âge africain au goût du jour, c'est cela sa conception de la «*nouvelle Côte d'Ivoire*»!

Certains dirigeants de l'opposition lui reprochent de vouloir instaurer «*un exécutif tricéphale*», de «*choisir son successeur*». D'autres, ou les mêmes, lui reprochent, peut-être non sans raison, d'avoir

des «*intentions cachées*». Du coup, des proches de Ouattara se sont sentis obligés de prendre la parole pour dire que leur chef n'a pas l'intention de briguer un troisième mandat (chose que l'actuelle Constitution lui interdit).

Il est aussi question de modifier l'article controversé de la loi dite fondamentale qui stipule que pour avoir le droit de briguer le poste de président de la République, il faut être «*né de père et de mère ivoiriens, eux-mêmes ivoiriens d'origine*». C'est cela qui a dans le passé servi de prétexte à Bédié puis à Gbagbo pour écarter par deux fois Ouattara de la candidature à la présidence au nom de sa «*nationalité douteuse*». Il s'en était suivi toute une propagande haineuse autour de «*l'ivoirité*» à laquelle Bédié [président de 1993 à 1999] et Gbagbo [président de 2000 à 2011] avaient participé. Cela s'était traduit par des massacres à caractère ethnique puis par la partition du pays entre le nord et le sud, puis avait débouché sur une guerre civile atroce, des milliers de morts et des dizaines de milliers de déplacés. Alors, tant mieux si l'on supprime des lois qui enveniment la coexistence entre les différentes populations et ethnies de ce pays. Mais sachons que ce ne sont pas les lois qui empêcheront demain les politiciens d'entraîner de nouveau les populations dans un bain de sang pour assouvir leurs ambitions personnelles.

Le principal parti de l'opposition, le FPI de l'ex-président Gbagbo, fait feu de tout bois et essaie de mobiliser ses troupes pour s'opposer à toute modification de la Constitution tant qu'un «*consensus*» ne sera pas trouvé entre le pouvoir et lui sur l'ensemble des textes. Il remplit des pages et des pages de ses publications avec des débats fumeux entre de prétendus constitutionnalistes. Ce faisant, il ne fait que rendre un

service au pouvoir de Ouattara car pendant que les uns et les autres se focalisent là-dessus, on ne parle ni de la vie chère, ni des salaires de misère, ni de divers autres problèmes dont souffrent les populations pauvres de ce pays. Or, ce sont les réponses à ces questions-là qui sont vitales.

LA VÉRITABLE CAUSE DE LA RELATIVE PÉNURIE DE DENRÉES VIVRIÈRES N'EST PAS LÀ OÙ ON LE DIT

Une récente pénurie de manioc a entraîné un brusque renchérissement du prix de l'attiéké, une denrée de base fabriquée à partir du manioc. De nombreuses familles sont obligées de s'en priver, faute de moyens. Le prix de l'igname, de la banane, des tomates, des aubergines a aussi augmenté. La difficulté de se nourrir, qui était déjà bien réelle, est devenue un sujet d'inquiétude encore plus obsédant pour une partie toujours plus grande de la population laborieuse dont les revenus sont réduits à la portion congrue.

Les ministres et les prétendus experts en climat ont tour à tour accusé le réchauffement climatique ou la sécheresse d'être les responsables de cette pénurie. Mais la récente sécheresse relative, si tant est qu'elle ait eu un effet, n'est pas la véritable cause du renchérissement des produits vivriers. La véritable cause est à chercher dans le fait que les cultures de rentes comme l'hévéa, le cacao ou l'anacarde (encouragées par l'État parce qu'elles lui rapportent des devises) prennent de plus en plus de terres agricoles, au détriment des cultures vivrières.

Poussés par l'espoir de tou-



REUTERS

La récolte du latex en Côte d'Ivoire (2016).

cher un revenu conséquent dans la pratique de ces cultures d'exportation, les petits paysans y mettent toute leur énergie et y consacrent le maximum de leur terre. C'est ainsi qu'ils se retrouvent dans une situation où eux-mêmes ne produisent plus ou pas assez de cultures vivrières pour leur propre subsistance. Ils sont alors contraints d'acheter des produits qu'ils cultivaient auparavant. C'est ainsi que l'on constate que des habitants de certaines localités proches d'Abidjan comptent désormais sur leurs familles travaillant dans la capitale pour leur faire parvenir des denrées comme le piment, l'aubergine ou la tomate, alors qu'il n'y a pas longtemps c'étaient eux qui fournissaient ce genre de produits à leurs familles implantées dans les villes.

Il y a quelques années le prix de vente de l'hévéa avait grimpé jusqu'à environ 1000 francs CFA (1,52 euro) le kilo. Ce prix relativement élevé a provoqué une sorte de ruée des petits planteurs vers cette culture. Mais entre le moment où le paysan décide de se mettre à l'hévéa et celui où il commencera à recueillir la fameuse sève qui sert à fabriquer le caoutchouc,

il faut au moins 5 à 7 ans selon la qualité de la terre, l'hygrométrie, la quantité d'engrais et de produits phytosanitaires que le paysan consacre à sa plantation. Au moment où celui-ci veut vendre son produit, le prix n'est pas forcément celui qu'il espérait. Il ne peut pas facilement faire marche arrière car il a déjà investi de l'argent et du travail. Il ne peut pas non plus stocker sa récolte et attendre une hypothétique hausse du prix. Il se retrouve pieds et poings liés aux entreprises de l'agroindustrie et contraint de se plier au prix du marché international qui varie à chaque instant à cause de la spéculation mondiale.

Aujourd'hui le prix de l'hévéa au producteur est descendu à 265 francs CFA (0,40 euro) le kilo. Il y a quelque temps, il était même tombé bien en dessous. Le petit paysan se trouve parfois étranglé de dettes car il a misé sur un prix plus élevé de son produit. C'est alors la ruine et le désespoir ainsi que le risque de sombrer dans la misère. C'est ainsi que le capitalisme mondial étrangle les pays pauvres et affame des millions de familles à travers le monde.



Haiti: débat sur le financement des élections sur fond d'éveil de la combativité ouvrière

Le texte suivant est extrait de *Voix des Travailleurs* (n° 227, 1^{er} août 2016), publication de nos camarades de l'Organisation des travailleurs révolutionnaires en Haïti.

Depuis l'annonce [le 7 juillet] par le porte-parole du département d'État américain John Kirby de ne pas financer les prochaines élections prévues, suivant le calendrier du Conseil électoral provisoire (CEP), en octobre prochain, certains parlementaires, des candidats proches du pouvoir sont montés au créneau. Se drapant de leur drapeau nationaliste, ils demandent à la population de résoudre le problème entre Haïtiens en finançant eux-mêmes ces élections. « *C'est une occasion pour les Haïtiens de prouver qu'ils peuvent se mettre ensemble contre le tutorat étranger* », réclame André Michel, défenseur zélé de Privert [le président provisoire de la République] et candidat au Sénat. Certains parlementaires proposent de donner deux mois de salaire, d'autres suggèrent d'ouvrir un compte en banque au nom du CEP dans lequel la population pourrait déposer de l'argent

Quand il s'agit de dépouiller la population pauvre, les politiciens trouvent des phrases pompeuses dans le but de la tromper : ils ont besoin d'argent, alors on est tous Haïtiens ! Mais quand les pauvres sont dans les problèmes de malnutrition, d'exploitation féroce, d'éducation, de santé, aucun politicien n'est là pour clamer que nous

les pauvres nous sommes des Haïtiens comme eux, ayant droit à la même considération que leurs amis nantis.

Les noms de certaines grandes entreprises ont été cités dans le financement de ces élections, des chiffres ont même été annoncés. Sur les 55 millions de dollars US prévus, elles devraient contribuer à hauteur de 20 millions. C'est le cas notamment de la Natcom et Digicel. Mais si les dirigeants de ces deux compagnies de téléphone mobile ont nié avoir promis de l'argent liquide au gouvernement, ils disent toutefois être prêts à apporter leur aide logistique pour la réalisation

du processus électoral, et enfin, si c'est le vœu du gouvernement, ils sont disponibles pour collecter de l'argent et financer ces élections en augmentant le coût des appels téléphoniques. Là aussi, c'est sur le dos de la population que cette opération sera faite !

[...]

Ce débat sur le financement national des élections oppose des politiciens qui sont en lutte pour le contrôle du pouvoir. Si la bande à André Michel et Steven Benoit, le parti Lavalas, est si disposée à remuer ciel et terre pour que ces joutes électorales aient lieu, c'est parce que chacun se croit en position de



Sur le mur, la candidate Maryse Narcisse se réclamant de l'ancien président Aristide (22 juillet 2016).

l'emporter. Une fois au pouvoir, ils se rembourseront en puisant dans les caisses publiques. La population, quant à elle, ne sera jamais remboursée, ni financièrement, ni en action politique en sa faveur, par les gens qu'elle aura contribué à élire.

Cette vérité-là, les ouvriers de la ZI de la capitale en ont fait l'expérience.

Pendant les mois de mai, juin et juillet derniers, la zone industrielle de Port-au-Prince a été un foyer de protestation ouvrière contre les bas salaires, les mauvaises conditions de travail et le renchérissement du coût de la vie. Les activités de près d'une douzaine d'entreprises de la sous-traitance ont été perturbées par des arrêts de travail, des grèves et des coups de colère des travailleurs. Les incidents mettant face à face des patrons, leurs sous-fifres et des travailleurs se sont multipliés. Le ton avait été donné le 1^{er} mai, où des travailleurs, des militants révolutionnaires et des syndicalistes ont manifesté pour exiger un ajustement salarial de 500 gourdes [7 euros], l'amélioration des conditions de travail et une baisse substantielle des produits de première nécessité.

Les 11 et 19 mai suivants, deux manifestations de rue des

travailleurs avec les mêmes revendications ont arrêté les activités au Parc Sonapi, regroupant environ une cinquantaine d'entreprises. Quand le gouvernement a enfin cédé en octroyant un ajustement de 25 % sur les salaires pour les travailleurs de la sous-traitance, et face au refus catégorique de la quasi-totalité des patrons d'appliquer le nouveau salaire, la mobilisation a continué au sein des entreprises pour en exiger l'application immédiate.

Aux numéros 8, 15 et 27 du Parc Sonapi et à SISA, situé à Tabarre, les travailleurs ont fait grève pendant plus de quinze jours pour arracher l'application de l'ajustement salarial. Chez Charles Henry Backer, ancien candidat malheureux à la présidence, les travailleurs ont également tenu tête pendant deux semaines.

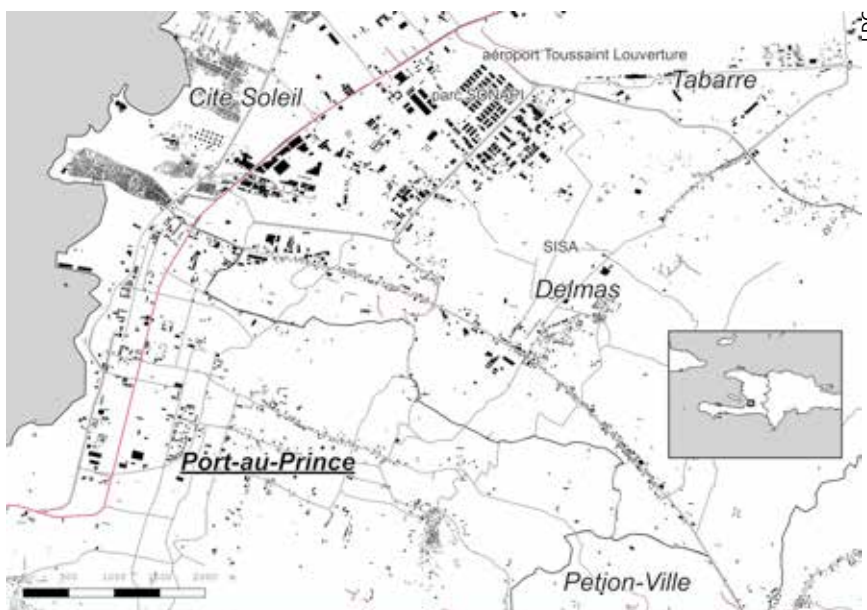
La situation est identique dans plusieurs autres entreprises de la zone industrielle, comme Premium, où les travailleurs ont opposé la résistance aux manœuvres des patrons pour ne pas appliquer l'ajustement salarial de 25 %.

Malgré les représailles, des révocations arbitraires, les travailleurs ont tenu bon dans toutes les entreprises où ils étaient en lutte.

REGAIN DE COMBATIVITÉ

Il n'y a pas si longtemps, sur la zone industrielle, dans le secteur de la sous-traitance notamment, tête baissée et soumis, les travailleurs étaient considérés par les patrons comme des bêtes de somme. Tout le poids du système d'exploitation capitaliste, la toute-puissance des patrons, leur étaient imposés dans l'usine par la présence permanente d'une équipe de petits chefs : des managers, des superviseurs chargés de les matraquer moralement, psychologiquement, parfois physiquement. Jouissant de pouvoirs illimités, cette bande d'énergumènes avait le droit de fouler aux pieds tous les droits des travailleurs. Ayant comme seul atout leur force brutale, leur langue sale, ils pouvaient licencier, injurier, réprimer les travailleurs comme bon leur semble. L'objectif étant de saper le moral des travailleurs, de le ramener au niveau le plus bas pour mieux les exploiter. Le simple fait, par exemple, pour un travailleur d'entrer la tête haute à l'usine était un motif de renvoi sans aucune forme de procès.

Mais depuis quelques années on assiste dans plusieurs usines à une petite prise de conscience du côté des travailleurs. Ces derniers refusent de plus en plus de se laisser faire. Certes, l'environnement reste globalement le même : les sous-fifres des patrons sont toujours aussi puissants qu'avant, de nombreux travailleurs qui ont essayé d'implanter quelques organisations syndicales dans quelques usines ont été révoqués, la crise économique qui frappe très durement la classe ouvrière entraîne chaque jour un nombre croissant de chômeurs. Autant de facteurs qui permettent aux patrons d'augmenter la pression sur les travailleurs pour accroître l'exploitation.



Mais des signes pour l'instant parcellaires montrent un lent regain de combativité des travailleurs sur la zone industrielle. Un débrayage par-ci, une grève par-là, des coups de gueule assez fréquents, des interventions dans la presse, tout cela témoignage d'une prise de conscience collective qui se met en place. Les travailleurs relèvent la tête.

«*Toute lutte de classe est une lutte politique*», disait Marx. Les travailleurs en ont fait l'expérience pendant cette agitation. De leurs bureaux, les patrons ont eu à leur secours toute la force répressive de la police dans ses différentes unités. À n'importe quelle heure de la journée, les policiers ont toujours répondu présents, ils sont d'autant plus efficaces que les travailleurs n'ont pas encore une grande expérience d'organisation. La police est «*la milice privée des patrons*», disait un travailleur.

Mais il n'y avait pas que les policiers. Des juges, des avocats ont tous été présents. Ils sont venus apporter leur expertise juridique aux exploités.

Une autre institution de l'État, le ministère des Affaires sociales, s'est vouée corps et âme aux patrons. Censés arbitrer les conflits de travail à l'amiable entre patrons et ouvriers, ses agents se sont révélés être de véritables suppléants des patrons. Quand ils débarquent dans les usines à l'appel des

patrons, ils ne daignent même pas jeter un coup d'œil aux travailleurs. Ils vont directement prendre le lunch dans le bureau du patron puis s'en vont après lui avoir donné les garanties nécessaires. L'État est une bande de brigands au service de la bourgeoisie, les travailleurs sur la zone industrielle commencent à s'en rendre compte progressivement.

Les derniers mouvements des travailleurs ont eu lieu pour défendre leur salaire ou encore le prix de leur force de travail. S'ils n'ont pas eu de résultats spectaculaires, ils réalisent au moins l'importance de leur solidarité. Les travailleurs ont vu qu'ensemble, ils peuvent faire reculer les patrons. Ces luttes, si elles se poursuivent, constituent la meilleure école de prise de conscience des travailleurs. Elles finiront peut-être par faire tomber toutes les

illusions encore présentes dans les têtes, par apprendre aux travailleurs que, dans le système capitaliste, il n'y a pas d'avenir pour les classes pauvres, pour la classe ouvrière.

En Haïti, après 20, 25 ans de carrière, le travailleur meurt plus pauvre qu'il ne l'était avant de débiter comme ouvrier. Le salaire qu'il a reçu lui permet à peine de se nourrir et reconstituer ainsi sa force de travail. Un tel système qui jette chaque jour un nombre croissant de travailleurs dans la famine, dans le dénuement le plus abject, ne peut représenter l'avenir d'aucune société. On ne peut que souhaiter que petit à petit les travailleurs et l'ensemble des classes exploitées parviennent à cette idée et jouent le rôle que leur confère l'histoire : débarrasser la planète du joug et de la domination du capital.



Dans une rue de Port-au-Prince : au second plan, des affiches électorales de Jude Celestin (22 juillet 2016).

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- Afrique du Sud: de l'apartheid au pouvoir de l'ANC (n° 118, 29 janvier 2010)
- L'Afrique malade du capitalisme (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- Moyen-Orient: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme (n° 138, 14 novembre 2014)
- Israël-Palestine: comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine (n°140, 6 mars 2015)
- L'Europe: ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter (n° 136, 11 avril 2014)
- L'immigration dans l'Europe en crise (n° 135, 24 janvier 2014)
- La Grèce face à la crise (n° 133, 14 juin 2013)
- Allemagne: vingt ans après, où en est la réunification? (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- Amérique latine: les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis (n° 105, 24 novembre 2006)
- La longue lutte des Noirs américains (n° 142, 19 juin 2015)

ASIE

- Afghanistan, Pakistan: toute une région déstabilisée par l'impérialisme (n° 128, 18 novembre 2011)
- L'Inde: de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité (n° 102, 10 mars 2006)
- La Chine: nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement? (n° 101, 27 janvier 2006)

- Face aux ravages de la mondialisation capitaliste, l'impasse du souverainisme (n° 147, 10 juin 2016)



- Syriza, Podemos... quelles perspectives pour les « gauches radicales »? (n° 146, 8 avril 2016)

FACE À LA FAILLITE DU CAPITALISME, ACTUALITÉ DU COMMUNISME

- Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière (n° 115, 1^{er} trimestre 2009)

IDÉES/HISTOIRE

- Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier (n° 144, 8 janvier 2016)
- Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme (n° 143, 9 octobre 2015)
- Temps de travail, salaires et lutte des classes (n° 141, 10 avril 2015)
- Développement des sciences et fondements des idées communistes (n° 139, 23 janvier 2015)
- Guerre de 1914-1918: la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier (n°137, 19 septembre 2014)
- La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines (n° 131, 22 février 2013)
- La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière (n° 130, 25 janvier 2013)
- Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression (n° 129, 16 novembre 2012)
- Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement (n°126, 13 mai 2011)
- Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation (n° 124, 4 mars 2011)
- Les religions, l'athéisme et le matérialisme (n° 123, 28 janvier 2011)
- Les syndicats hier et aujourd'hui (n° 121, 15 octobre 2010)
- La décroissance: faire avancer la société à reculons (n° 117, 10 décembre 2009)

FRANCE

- L'enseignement public (n° 114, 30 janvier 2009)
- Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement (n° 111, 13 juin 2008)
- La grande bourgeoisie en France (n° 110, 18 avril 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant 5 timbres à 0,70 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver *Lutte de classe* ?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché aux poissons

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

La Passerelle
16 bis, rue de la Sous-préfecture

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire

Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}

Librairie de l'arbre
13, rue des Trois-Mages

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenaustr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE

Lutte ouvrière
Arbeidersstrijd
communiste trotskiste
communistisch trotskistisch

Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Adresse :
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozoברה@yaho.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois : 13 \$ - un an : 26 \$
Autres pays, 6 mois : 19 \$ - un an : 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203
<http://www.the-spark.net>



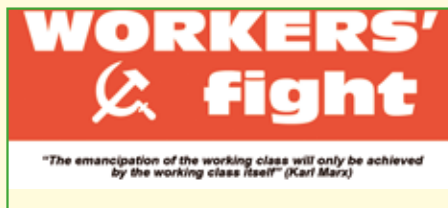
Revue trimestrielle publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix : 1,20 €
Abonnements : France - DOM TOM,
six mois : 20 € ; un an : 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement : écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail : contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an :
GB £8 - Reste de l'Europe : £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an : Pli fermé : 30,50 € - Pli ouvert : 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéline, l'Aiguille - 97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugeé
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail : vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste
via Nievo Ippolito 32-57100 LIVORNO - ITALIA
Abonnement 1 an : 12 €
<http://www.linternazionale.it> - contact
e-mail : l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance :
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>